

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/205187]

**4 OCTOBRE 2018. — Décret modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de réformer la tutelle sur les pouvoirs locaux (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, remplacé par le décret du 17 décembre 2015, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L1222-3. § 1<sup>er</sup>. Le conseil communal choisit la procédure de passation et fixe les conditions des marchés publics.

En cas d'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles, le collège communal peut d'initiative exercer les compétences du conseil communal visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Sa décision est communiquée au conseil communal qui en prend acte lors de sa plus prochaine séance.

§ 2. Le conseil communal peut déléguer ses compétences visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, au collège communal, au directeur général ou à un autre fonctionnaire, à l'exclusion du directeur financier, pour des dépenses relevant du budget ordinaire.

La délégation au directeur général ou à un autre fonctionnaire est limitée aux marchés publics d'un montant inférieur à 3.000 euros H.T.V.A.

§ 3. Le conseil communal peut déléguer ses compétences visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, au collège communal ou au directeur général pour des dépenses relevant du budget extraordinaire.

La délégation au collège communal est limitée aux marchés publics d'un montant inférieur à :

1° 15.000 euros H.T.V.A. dans les communes de moins de quinze mille habitants;

2° 30.000 euros H.T.V.A. dans les communes de quinze mille à quarante-neuf mille neuf cent nonante-neuf habitants;

3° 60.000 euros H.T.V.A. dans les communes de cinquante mille habitants et plus.

La délégation au directeur général est limitée aux marchés publics d'un montant inférieur à 1.500 euros H.T.V.A.

§ 4. Toute délégation octroyée par le conseil communal prend fin de plein droit le dernier jour du quatrième mois qui suit l'installation du conseil communal de la législature suivant celle pendant laquelle la délégation a été octroyée.

§ 5. Le Gouvernement peut, chaque fois que les circonstances le justifient, adapter les montants visés aux paragraphes 2 et 3. ».

**Art. 2.** L'article L1222-4 du même Code, remplacé par le décret du 17 décembre 2015, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L1222-4. § 1<sup>er</sup>. Le collège communal engage la procédure, attribue le marché public et assure le suivi de son exécution.

Le collège communal peut apporter au marché public toute modification en cours d'exécution.

§ 2. En cas de délégation de compétences du conseil communal au directeur général ou à un autre fonctionnaire, conformément à l'article L1222-3, § 2, les compétences du collège communal visées au paragraphe 1<sup>er</sup> sont exercées respectivement par le directeur général ou le fonctionnaire délégué.

En cas de délégation de compétences du conseil communal au directeur général, conformément à l'article L1222-3, § 3, les compétences du collège communal visées au paragraphe 1<sup>er</sup> sont exercées par le directeur général.

§ 3. En cas de délégation de compétences du conseil communal au collège communal, au directeur général ou à un autre fonctionnaire, conformément à l'article L1222-3, §§ 2 et 3, l'obligation d'information du conseil communal prévue à l'article L1222-3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, n'est pas applicable. ».

**Art. 3.** L'article L1222-5 du même Code, inséré par le décret du 17 décembre 2015, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L1222-5. En cas de délégation de compétences du conseil communal à un fonctionnaire autre que le directeur général, conformément aux articles L1222-3, § 2, L1222-6, § 2, et L1222-7, § 3, l'article L1125-10, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, est applicable au fonctionnaire délégué. ».

**Art. 4.** Dans le même Code, il est inséré un article L1222-6 rédigé comme suit :

« Art. L1222-6. § 1<sup>er</sup>. Le conseil communal décide de recourir à un marché public conjoint, désigne, le cas échéant, l'adjudicateur qui agira pour le compte des autres adjudicateurs et, le cas échéant, adopte la convention régissant le marché public conjoint.

En cas d'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles, le collège communal peut d'initiative exercer les compétences du conseil communal visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Sa décision est communiquée au conseil communal qui en prend acte, lors de sa plus prochaine séance.

§ 2. Le conseil communal peut déléguer ses compétences visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, au collège communal, au directeur général ou à un autre fonctionnaire, à l'exclusion du directeur financier, pour des dépenses relevant du budget ordinaire.

La délégation au directeur général ou à un autre fonctionnaire est limitée aux marchés publics conjoints d'un montant inférieur à 3.000 euros H.T.V.A.

§ 3. Le conseil communal peut déléguer ses compétences visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, au collège communal ou au directeur général pour des dépenses relevant du budget extraordinaire.

La délégation au collège communal est limitée aux marchés publics conjoints d'un montant inférieur à :

1° 15.000 euros H.T.V.A. dans les communes de moins de quinze mille habitants;

2° 30.000 euros H.T.V.A. dans les communes de quinze mille à quarante-neuf mille neuf cent nonante-neuf habitants;

3° 60.000 euros H.T.V.A. dans les communes de cinquante mille habitants et plus.

La délégation au directeur général est limitée aux marchés publics conjoints d'un montant inférieur à 1.500 euros H.T.V.A.

§ 4. Toute délégation octroyée par le conseil communal prend fin de plein droit le dernier jour du quatrième mois qui suit l'installation du conseil communal de la législature suivant celle pendant laquelle la délégation a été octroyée.

§ 5. En cas de délégation de compétences du conseil communal au collège communal, au directeur général ou à un autre fonctionnaire, conformément aux paragraphes 2 et 3, l'obligation d'information du conseil communal prévue au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, n'est pas applicable.

§ 6. Le cas échéant, le collège communal de l'adjudicateur représenté prend acte de l'attribution du marché public par l'adjudicateur désigné.

En cas de délégation de compétences du conseil communal au directeur général ou à un autre fonctionnaire, conformément au paragraphe 2, la compétence du collège communal visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est exercée respectivement par le directeur général ou le fonctionnaire délégué.

En cas de délégation de compétences du conseil communal au directeur général, conformément au paragraphe 3, la compétence du collège communal visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est exercée par le directeur général.

§ 7. Le Gouvernement peut, chaque fois que les circonstances le justifient, adapter les montants visés aux paragraphes 2 et 3. ».

**Art. 5.** Dans le même Code, il est inséré un article L1222-7 rédigé comme suit :

« Art. L1222-7. § 1<sup>er</sup>. Le conseil communal décide d'adhérer à une centrale d'achat.

§ 2. Le conseil communal définit les besoins en termes de travaux, de fournitures ou de services et décide de recourir à la centrale d'achat à laquelle il a adhéré pour y répondre.

En cas d'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles, le collège communal peut d'initiative exercer les compétences du conseil communal visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Sa décision est communiquée au conseil communal qui en prend acte, lors de sa plus prochaine séance.

§ 3. Le conseil communal peut déléguer ses compétences visées au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, au collège communal, au directeur général ou à un autre fonctionnaire, à l'exclusion du directeur financier, pour des dépenses relevant du budget ordinaire.

La délégation au directeur général ou à un autre fonctionnaire est limitée aux commandes d'un montant inférieur à 3.000 euros H.T.V.A.

§ 4. Le conseil communal peut déléguer ses compétences visées au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, au collège communal ou au directeur général pour des dépenses relevant du budget extraordinaire.

La délégation au collège communal est limitée aux commandes d'un montant inférieur à :

1° 15.000 euros H.T.V.A. dans les communes de moins de quinze mille habitants;

2° 30.000 euros H.T.V.A. dans les communes de quinze mille à quarante-neuf mille neuf cent nonante-neuf habitants;

3° 60.000 euros H.T.V.A. dans les communes de cinquante mille habitants et plus.

La délégation au directeur général est limitée aux commandes d'un montant inférieur à 1.500 euros H.T.V.A.

§ 5. Toute délégation octroyée par le conseil communal prend fin de plein droit le dernier jour du quatrième mois qui suit l'installation du conseil communal de la législature suivant celle pendant laquelle la délégation a été octroyée.

§ 6. En cas de délégation de compétences du conseil communal au collège communal, au directeur général ou à un autre fonctionnaire, conformément aux paragraphes 3 et 4, l'obligation d'information du conseil communal prévue au paragraphe 2, alinéa 2, n'est pas applicable.

§ 7. Le collège communal passe la commande et assure le suivi de son exécution.

En cas de délégation de compétences du conseil communal, au directeur général ou à un autre fonctionnaire, conformément au paragraphe 3, les compétences du collège communal visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont exercées respectivement par le directeur général ou le fonctionnaire délégué.

En cas de délégation de compétences du conseil communal au directeur général, conformément au paragraphe 4, les compétences du collège communal visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont exercées par le directeur général.

§ 8. Le Gouvernement peut, chaque fois que les circonstances le justifient, adapter les montants visés aux paragraphes 3 et 4. ».

**Art. 6.** Dans le même Code, il est inséré un article L1222-8 rédigé comme suit :

« Art. L1222-8. § 1<sup>er</sup>. Le conseil communal décide du principe de la concession de services ou de travaux, fixe les conditions et les modalités de la procédure d'attribution et adopte les clauses régissant la concession.

En cas d'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles, le collège communal peut d'initiative exercer les compétences du conseil communal visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Sa décision est communiquée au conseil communal qui en prend acte, lors de sa prochaine séance.

§ 2. Le conseil communal peut déléguer ses compétences visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, au collège communal pour les concessions de services ou de travaux d'une valeur inférieure à 250.000 euros H.T.V.A.

La valeur de la concession correspond au montant estimé du chiffre d'affaires à percevoir par le concessionnaire multiplié par le nombre d'années de la concession.

Toute délégation octroyée par le conseil communal prend fin de plein droit le dernier jour du quatrième mois qui suit l'installation du conseil communal de la législature suivant celle pendant laquelle la délégation a été octroyée.

§ 3. En cas de délégation de compétences du conseil communal au collège communal, conformément au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, l'obligation d'information du conseil communal prévue au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, n'est pas applicable.

§ 4. Le Gouvernement peut, chaque fois que les circonstances le justifient, adapter le montant visé au paragraphe 2. ».

**Art. 7.** Dans le même Code, il est inséré un article L1222-9 rédigé comme suit :

« Art. L1222-9. Le collège communal engage la procédure, attribue la concession de services ou de travaux et assure le suivi de son exécution.

Le collège communal peut apporter à la concession toute modification en cours d'exécution. ».

**Art. 8.** L'article L2222-2 du même Code, remplacé par le décret du 17 décembre 2015, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L2222-2. § 1<sup>er</sup>. Le conseil provincial choisit la procédure de passation et fixe les conditions des marchés publics.

En cas d'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles, le collège provincial peut d'initiative exercer les compétences du conseil provincial visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Sa décision est communiquée au conseil provincial qui en prend acte, lors de sa plus prochaine séance.

§ 2. Le conseil provincial peut déléguer ses compétences visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, au collège provincial, au directeur général ou à un autre fonctionnaire, à l'exclusion du directeur financier, pour des dépenses relevant du budget ordinaire.

La délégation au directeur général ou à un autre fonctionnaire est limitée aux marchés publics d'un montant inférieur à 8.500 euros H.T.V.A.

§ 3. Le conseil provincial peut déléguer ses compétences visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, au collège provincial ou au directeur général pour les dépenses relevant du budget extraordinaire.

La délégation au collège provincial est limitée aux marchés publics d'un montant inférieur à 144.000 euros H.T.V.A.

La délégation au directeur général est limitée aux marchés publics d'un montant inférieur à 3.000 euros H.T.V.A.

§ 4. Toute délégation octroyée par le conseil provincial prend fin de plein droit le dernier jour du quatrième mois qui suit l'installation du conseil provincial de la législature suivant celle pendant laquelle la délégation a été octroyée.

§ 5. Le Gouvernement peut, chaque fois que les circonstances le justifient, adapter les montants visés aux paragraphes 2 et 3. ».

**Art. 9.** L'article L2222-2*bis* du même Code, inséré par le décret du 17 décembre 2015, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L2222-2*bis*. § 1<sup>er</sup>. Le collège provincial engage la procédure, attribue le marché public et assure le suivi de son exécution.

Le collège provincial peut apporter au marché public toute modification en cours d'exécution.

§ 2. En cas de délégation de compétences du conseil provincial au directeur général ou à un autre fonctionnaire, conformément à l'article L2222-2, § 2, les compétences du collège provincial visées au paragraphe 1<sup>er</sup> sont exercées respectivement par le directeur général ou le fonctionnaire délégué.

En cas de délégation de compétences du conseil provincial au directeur général, conformément à l'article L2222-2, § 3, les compétences du collège provincial visées au paragraphe 1<sup>er</sup> sont exercées par le directeur général.

§ 3. En cas de délégation de compétences du conseil provincial au collège provincial, au directeur général ou à un autre fonctionnaire, conformément à l'article L2222-2, §§ 2 et 3, l'obligation d'information du conseil provincial prévue à l'article L2222-2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, n'est pas applicable. ».

**Art. 10.** L'article L2222-2*ter* du même Code, inséré par le décret du 17 décembre 2015, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L2222-2*ter*. En cas de délégation de compétences du conseil provincial à un fonctionnaire autre que le directeur général, conformément aux articles L2222-2, § 2, L2222-2*quater*, § 2, et L2222-2*quinquies*, § 3, l'article L2212-78, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, est applicable au fonctionnaire délégué. ».

**Art. 11.** Dans le même Code, il est inséré un article L2222-2*quater* rédigé comme suit :

« Art. L2222-2*quater*. § 1<sup>er</sup>. Le conseil provincial décide de recourir à un marché public conjoint, désigne, le cas échéant, l'adjudicateur qui agira pour le compte des autres adjudicateurs et, le cas échéant, adopte la convention régissant le marché public conjoint.

En cas d'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles, le collège provincial peut d'initiative exercer les compétences du conseil provincial visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Sa décision est communiquée au conseil provincial qui en prend acte, lors de sa plus prochaine séance.

§ 2. Le conseil provincial peut déléguer ses compétences visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, au collège provincial, au directeur général ou à un autre fonctionnaire, à l'exclusion du directeur financier, pour des dépenses relevant du budget ordinaire.

La délégation au directeur général ou à un autre fonctionnaire est limitée aux marchés publics conjoints d'un montant inférieur à 8.500 euros H.T.V.A.

§ 3. Le conseil provincial peut déléguer ses compétences visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, au collège provincial ou au directeur général pour des dépenses relevant du budget extraordinaire.

La délégation au collège provincial est limitée aux marchés publics d'un montant inférieur à 144.000 euros H.T.V.A.

La délégation au directeur général est limitée aux marchés publics conjoints d'un montant inférieur à 3.000 euros H.T.V.A.

§ 4. Toute délégation octroyée par le conseil provincial prend fin de plein droit le dernier jour du quatrième mois qui suit l'installation du conseil provincial de la législature suivant celle pendant laquelle la délégation a été octroyée.

§ 5. Le cas échéant, le collège provincial de l'adjudicateur représenté prend acte de l'attribution du marché public par l'adjudicateur désigné.

En cas de délégation de compétences du conseil provincial au directeur général ou à un autre fonctionnaire, conformément au paragraphe 2, la compétence du collège provincial visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est exercée respectivement par le directeur général ou le fonctionnaire délégué.

En cas de délégation de compétences du conseil provincial au directeur général, conformément au paragraphe 3, la compétence du collège provincial visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est exercée par le directeur général.

§ 6. En cas de délégation de compétences du conseil provincial au collège provincial, au directeur général ou à un autre fonctionnaire, conformément aux paragraphes 2 et 3, l'obligation d'information du conseil provincial prévue au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, n'est pas applicable.

§ 7. Le Gouvernement peut, chaque fois que les circonstances le justifient, adapter les montants visés aux paragraphes 2 et 3. ».

**Art. 12.** Dans le même Code, il est inséré un article L2222-2*quinquies* rédigé comme suit :

« Art. L2222-2*quinquies*. § 1<sup>er</sup>. Le conseil provincial décide d'adhérer à une centrale d'achats.

§ 2. Le conseil provincial définit les besoins en termes de travaux, de fournitures ou de services et décide de recourir à la centrale d'achats à laquelle il a adhéré pour y répondre.

En cas d'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles, le collège provincial peut d'initiative exercer les compétences du conseil provincial visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Sa décision est communiquée au conseil provincial qui en prend acte, lors de sa plus prochaine séance.

§ 3. Le conseil provincial peut déléguer ses compétences visées au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, au collège provincial, au directeur général ou à un autre fonctionnaire, à l'exclusion du directeur financier, pour des dépenses relevant du budget ordinaire.

La délégation au directeur général ou à un autre fonctionnaire est limitée aux commandes d'un montant inférieur à 8.500 euros H.T.V.A.

§ 4. Le conseil provincial peut déléguer ses compétences visées au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, au collège provincial ou au directeur général pour des dépenses relevant du budget extraordinaire.

La délégation au collège provincial est limitée aux marchés publics d'un montant inférieur à 144.000 euros H.T.V.A.

La délégation au directeur général est limitée aux commandes d'un montant inférieur à 3.000 euros H.T.V.A.

§ 5. Toute délégation octroyée par le conseil provincial prend fin de plein droit le dernier jour du quatrième mois qui suit l'installation du conseil provincial de la législature suivant celle pendant laquelle la délégation a été octroyée.

§ 6. Le collège provincial passe la commande et assure le suivi de son exécution.

En cas de délégation de compétences du conseil provincial au directeur général ou à un autre fonctionnaire, conformément au paragraphe 3, les compétences du collège provincial visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont exercées respectivement par le directeur général ou le fonctionnaire délégué.

En cas de délégation de compétences du conseil provincial au directeur général, conformément au paragraphe 4, les compétences du collège provincial visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont exercées par le directeur général.

§ 7. En cas de délégation de compétences du conseil provincial au collège provincial, au directeur général ou à un autre fonctionnaire, conformément aux paragraphes 3 et 4, l'obligation d'information du conseil provincial prévue au paragraphe 2, alinéa 2, n'est pas applicable.

§ 8. Le Gouvernement peut, chaque fois que les circonstances le justifient, adapter les montants visés aux paragraphes 3 et 4. ».

**Art. 13.** Dans le même Code, il est inséré un article L2222-2sexies rédigé comme suit :

« Art. L2222-2sexies. § 1<sup>er</sup> Le conseil provincial décide du principe de la concession de services ou de travaux, fixe les conditions et les modalités de la procédure d'attribution et adopte les clauses régissant la concession.

En cas d'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles, le collège provincial peut d'initiative exercer les compétences du conseil provincial visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Sa décision est communiquée au conseil provincial qui en prend acte, lors de sa prochaine séance.

§ 2. Le conseil provincial peut déléguer ses compétences visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, au collège provincial pour les concessions de services ou de travaux d'une valeur inférieure à 250.000 euros H.T.V.A.

La valeur de la concession correspond au montant estimé du chiffre d'affaires à percevoir par le concessionnaire multiplié par le nombre d'années de la concession.

Toute délégation octroyée par le conseil provincial prend fin de plein droit le dernier jour du quatrième mois qui suit l'installation du conseil provincial de la législature suivant celle pendant laquelle la délégation a été octroyée.

§ 3. En cas de délégation de compétences du conseil provincial au collège provincial, conformément au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, l'obligation d'information du conseil provincial prévue au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2 n'est pas applicable.

§ 4. Le Gouvernement peut, chaque fois que les circonstances le justifient, adapter le montant visé au paragraphe 2. ».

**Art. 14.** Dans le même Code, il est inséré un article L2222-2septies libellé comme suit :

« Art. L2222-2septies. Le collège provincial engage la procédure, attribue la concession de services ou de travaux et assure le suivi de son exécution.

Le collège provincial peut apporter à la concession toute modification en cours d'exécution. ».

**Art. 15.** Dans le même Code, l'article L3111-1, § 1<sup>er</sup>, remplacé par le décret du 22 novembre 2007 et modifié par les décrets des 13 mars 2014, 27 mars 2014 et 29 mars 2018,

il est inséré un 9<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 9<sup>o</sup> sur les A.S.B.L. locales visées à l'article L5111-1, 18<sup>o</sup>. ».

**Art. 16.** A l'article L3111-2 du même Code, le 1<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 1<sup>o</sup> l'administration : soit la Direction générale opérationnelle Intérieur et Action sociale, soit l'administration communale; ».

**Art. 17.** A l'article L3112-1 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« L'administration est chargée de l'instruire pour compte de l'autorité de tutelle. Elle peut, d'initiative ou à la demande de l'autorité de tutelle, se faire produire, par correspondance, tout acte, pièce justificative, renseignement et élément utile à l'instruction de l'acte. »;

2<sup>o</sup> deux alinéas, rédigés comme suit, sont insérés entre les alinéas 2 et 3 :

« Les autorités visées à l'article L3111-1, § 1<sup>er</sup>, du présent Code communiquent tout acte, pièce justificative, renseignement et élément utile à l'instruction d'un acte dans les trente jours de la demande qui leur est adressée par l'administration. A défaut de réponse, l'administration adresse un rappel auquel l'institution répond dans les quinze jours de la réception du rappel.

Si l'autorité reste en défaut de répondre, l'autorité de tutelle peut désigner un délégué en charge de recueillir sur place les éléments utiles. ».

**Art. 18.** Dans l'article L3113-1, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, les mots « ou par l'organe représentatif du culte » sont insérés entre les mots « par l'autorité de tutelle » et les mots « de l'acte accompagné des pièces justificatives. ».

**Art. 19.** Dans l'article L3113-2 du même Code, l'alinéa 3, modifié par le décret du 22 novembre 2007, est abrogé.

**Art. 20.** Dans la partie III, livre 1<sup>er</sup>, titre 1<sup>er</sup>, du même Code, il est inséré un chapitre VI/1 intitulé : « Mission de contrôle par l'administration ».

**Art. 21.** Dans le chapitre VI/1 inséré par l'article 20, il est inséré un article L3116/1-1, rédigé comme suit :

« Art. L3116/1-1. Le Gouvernement peut charger l'administration de procéder, au sein des autorités visées à l'article L3111-1, à des contrôles de légalité et de régularité d'opérations spécifiques ou à des investigations sur la gouvernance interne de l'institution.

L'administration peut se faire communiquer à tout moment tous documents et renseignements, de quelque nature que ce soit, des autorités visées à l'article L3111-1 et qu'elle juge utiles à l'accomplissement des missions décrites à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

L'administration peut organiser un contrôle sur place dans les autorités visées à l'article L3111-1 et conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

L'administration établit un rapport au Gouvernement, formule des observations et, le cas échéant, des recommandations.

L'administration présente son rapport aux autorités visées à l'article L3111-1 qui disposent d'un délai de trente jours pour formuler leurs observations et propositions de mise en œuvre des recommandations. ».

**Art. 22.** L'article L3121-1 du même Code, modifié par le décret du 13 mars 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L3121-1. Sont soumis à la tutelle générale d'annulation tous les actes autres que ceux visés aux articles L3131-1 et L3162-1. ».

**Art. 23.** Dans l'article L3122-2 du même Code, inséré par le décret du 22 novembre 2007 et modifié par les décrets du 26 avril 2012 et du 31 janvier 2013, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 3<sup>o</sup> est abrogé;

b) le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° pour ce qui concerne les actes relatifs aux marchés publics :

a. l'attribution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services d'un montant excédant ceux repris au tableau ci-dessous :

	Procédure ouverte	Procédure restreinte/ Procédure concurrentielle avec négociation et Procé- dure négociée avec mise en concurrence préalable / Procédure négociée directe avec publication préalable et Procédure négociée directe avec mise en concurrence préalable	Procédure négociée sans publication préalable et Procé- dure négociée sans mise en concurrence préalable
Travaux	250.000 EUR H.T.V.A.	125.000 EUR H.T.V.A.	62.000 EUR H.T.V.A.
Fournitures et services	200.000 EUR H.T.V.A.	62.000 EUR H.T.V.A.	31.000 EUR H.T.V.A.

b. la modification apportée aux conditions de ces marchés de travaux, de fournitures et de services qui porte au minimum sur dix pour cent du montant initial du marché;

c. la modification apportée aux conditions de ces marchés de travaux, de fournitures et de services dont le montant cumulé aux montants des modifications successives atteint au minimum dix pour cent du montant initial du marché;

d. la création et l'adhésion à une centrale d'achats;

e. l'attribution à un opérateur économique d'un marché public relatif à un prêt qu'il soit ou non lié à l'émission, à l'achat, à la vente et au transfert de titres ou d'autres instruments financiers dont le montant de la rémunération totale du prestataire excède 200.000 euros;

f. l'attribution d'une mission de services par le pouvoir adjudicateur à un autre pouvoir adjudicateur ou à une association de pouvoirs adjudicateurs, sur la base d'un droit exclusif dont ceux-ci bénéficient en vertu de dispositions législatives, réglementaires ou administratives publiées;

g. l'attribution d'un marché public passé avec une personne morale régie par le droit privé ou le droit public dans le cadre d'un contrôle in house au sens de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

h. l'attribution d'un marché conclu avec un autre pouvoir adjudicateur sous la forme d'une coopération horizontale non-institutionnalisée au sens de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics; »;

c) le 6° est abrogé;

d) au 8° les mots « ainsi que tout remplacement individuel » sont abrogés;

e) l'article est complété par un 9° rédigé comme suit :

« 9° pour ce qui concerne les actes relatifs aux concessions :

a. l'attribution d'une concession de services ou de travaux;

b. la modification apportée à une concession de services ou de travaux. ».

**Art. 24.** Dans l'article L3122-3 du même Code, inséré par le décret du 22 novembre 2007 et modifié par le décret du 31 janvier 2013, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° les décisions de l'assemblée générale prises sur recommandation du comité de rémunération; »;

b) le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° pour ce qui concerne les actes relatifs aux marchés publics :

a. l'attribution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services d'un montant excédant ceux repris au tableau ci-dessous :

	Procédure ouverte	Procédure restreinte/ Procédure concurrentielle avec négociation et Procé- dure négociée avec mise en concurrence préalable / Procédure négociée directe avec publication préalable et Procédure négociée directe avec mise en concurrence préalable	Procédure négociée sans publication préalable et Procé- dure négociée sans mise en concurrence préalable
Travaux	250.000 EUR H.T.V.A.	125.000 EUR H.T.V.A.	62.000 EUR H.T.V.A.
Fournitures et services	200.000 EUR H.T.V.A.	62.000 EUR H.T.V.A.	31.000 EUR H.T.V.A.

b. la modification apportée aux conditions de ces marchés de travaux, de fournitures et de services qui porte au minimum sur dix pour cent du montant initial du marché;

c. la modification apportée aux conditions de ces marchés de travaux, de fournitures et de services dont le montant cumulé aux montants des modifications successives atteint au minimum dix pour cent du montant initial du marché;

d. la création et l'adhésion à une centrale d'achats;

e. l'attribution à un opérateur économique d'un marché public relatif à un prêt qu'il soit ou non lié à l'émission, à l'achat, à la vente et au transfert de titres ou d'autres instruments financiers dont le montant de la rémunération totale du prestataire excède 200.000 euros;

f. l'attribution d'une mission de services par le pouvoir adjudicateur à un autre pouvoir adjudicateur ou à une association de pouvoirs adjudicateurs, sur la base d'un droit exclusif dont ceux-ci bénéficient en vertu de dispositions législatives, réglementaires ou administratives publiées;

g. l'attribution d'un marché public passé avec une personne morale régie par le droit privé ou le droit public dans le cadre d'un contrôle in house au sens de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

h. l'attribution d'un marché conclu avec un autre pouvoir adjudicateur sous la forme d'une coopération horizontale non-institutionnalisée au sens de la loi du 17 juin 2016 relatives aux marchés publics; »;

c) au 7° le mot « physique » est remplacé par le mot « initiale »;

d) le 9° est abrogé;

e) l'article est complété par un 10° rédigé comme suit :

« 10° Pour ce qui concerne les actes relatifs aux concessions :

a. l'attribution d'une concession de services ou de travaux;

b. la modification apportée à une concession de services ou de travaux. ».

**Art. 25.** L'article L3122-3bis du même Code, inséré par le décret du 28 avril 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L3122-3bis. § 1<sup>er</sup>. Dans les intercommunales, le Gouvernement peut désigner un délégué au contrôle.

Le Gouvernement arrête les règles relatives à la désignation et au statut administratif et pécuniaire du délégué. Parmi les dispositions du statut administratif figureront des dispositions en termes d'incompatibilités et de conflit d'intérêts.

Sans préjudice de la possibilité de mettre fin à tout moment aux missions du délégué au contrôle, le Gouvernement peut, après audition du délégué au contrôle, révoquer celui-ci, dans les hypothèses suivantes :

1° s'il a commis sciemment un acte incompatible avec la mission ou l'objet social de l'organisme;

2° s'il a commis une faute ou une négligence grave dans l'exercice de ses missions;

3° s'il est, au cours d'une même année, absent, sans justification, à plus de trois réunions régulièrement convoquées et auxquelles sa présence est requise;

4° s'il ne remplit plus les conditions arrêtées par le Gouvernement.

Au cours de son audition, le délégué au contrôle peut être assisté par la personne de son choix.

§ 2. Le délégué au contrôle a pour mission le contrôle sur place, à l'occasion des réunions des organes de gestion de l'intercommunale, des actes de l'intercommunale.

A ce titre, il peut demander à être entendu lors des réunions auxquelles il assiste.

Le délégué au contrôle est invité à toutes les réunions des organes de gestion selon la procédure applicable à la convocation des membres de ces organes.

Il peut réclamer la transmission de toute délibération qu'il désigne, accompagnée de ses pièces justificatives.

Le délégué au contrôle peut solliciter une instruction de la part de l'autorité de tutelle sur toute décision de l'intercommunale. L'autorité de tutelle statue selon les règles fixées aux articles L3111-1 à L3132-2 du présent Code.

Le délégué au contrôle fait rapport à l'autorité de tutelle au moins une fois par an.

§ 3. Sans préjudice de ce qui précède, le délégué au contrôle ne peut utiliser ou divulguer des informations dont il a eu connaissance dans le cadre de ses missions, si l'utilisation ou la divulgation de ces informations est de nature à porter préjudice aux intérêts de l'organisme. ».

**Art. 26.** Dans l'article L3122-4, 1°, du même Code, inséré par le décret du 22 novembre 2007, le mot « physique » est remplacé par le mot « initiale ».

**Art. 27.** Dans l'article L3131-1, § 4, du même Code, modifié par le décret du 22 novembre 2007, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 2° est abrogé;

b) au 4°, les mots « et des associations de projet » sont abrogés;

c) le paragraphe est complété par un 6° rédigé comme suit :

« 6° l'acte constitutif des associations de projets ainsi que les modifications de leurs statuts. ».

**Art. 28.** L'article L3133-3 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. L3133-3. Toute décision de révocation ou de démission d'office est transmise, accompagnée de ses pièces justificatives et de la preuve de la notification de la décision à l'intéressé, par l'autorité communale au Gouvernement. A défaut de transmission du dossier complet, la décision ne peut pas être exécutée.

Le membre du personnel concerné dispose de trente jours, à dater de la notification qui lui est faite de la décision précitée, pour introduire un recours en annulation auprès du Gouvernement.

A défaut de recours au terme de ce délai, le Gouvernement dispose de trente jours pour statuer en annulation.

Si le membre du personnel introduit un recours, l'administration transmet celui-ci à l'autorité communale. Celle-ci dispose d'un délai de quinze jours à dater de la notification du recours pour formuler ses observations au Gouvernement. Dès réception des observations, le Gouvernement statue dans les délais prévus à l'article L3122-6. A défaut d'observations, le délai prescrit au Gouvernement pour se prononcer prend cours au terme du délai de quinze jours précité. ».

**Art. 29.** L'article L3133-3/1 du même Code, inséré par le décret du 22 juillet 2010, est abrogé.

**Art. 30.** Dans la partie III, livre 1<sup>er</sup>, du même Code, le titre IV « Tutelle spéciale d'approbation sur les zones de police uncommunales et pluricommunales », comprenant les articles L3141-1 à L3143-3, est abrogé.

**Art. 31.** Dans l'article L3161-4, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, inséré par le décret du 13 mars 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° pour ce qui concerne les actes relatifs aux marchés publics :

a. l'attribution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services d'un montant excédant ceux repris au tableau ci-dessous :

	Procédure ouverte	Procédure restreinte/ Procédure concurrentielle avec négociation et Procé- dure négociée avec mise en concurrence préalable / Procédure négociée directe avec publication préalable et Procédure négociée directe avec mise en concurrence préalable	Procédure négociée sans publication préalable et Pro- cédure négociée sans mise en concurrence préalable
Travaux	250.000 EUR H.T.V.A.	125.000 EUR H.T.V.A.	62.000 EUR H.T.V.A.
Fournitures et services	200.000 EUR H.T.V.A.	62.000 EUR H.T.V.A.	31.000 EUR H.T.V.A.

b. la modification apportée aux conditions de ces marchés de travaux, de fournitures et de services visés au a) qui porte au minimum sur dix pour cent du montant initial du marché;

c. la modification apportée aux conditions de ces marchés de travaux, de fournitures et de services visés au a) dont le montant cumulé aux montants des modifications successives atteint au minimum dix pour cent du montant initial du marché;

L'avis conforme de l'organe représentatif agréé est joint à la délibération portant sur l'attribution d'un marché public de travaux ayant pour objet des travaux aux édifices du culte;

d. la création et l'adhésion à une centrale d'achats;

e. l'attribution à un opérateur économique d'un marché public relatif à un prêt qu'il soit ou non lié à l'émission, à l'achat, à la vente et au transfert de titres ou d'autres instruments financiers dont le montant de la rémunération totale du prestataire excède 200.000 euros;

f. l'attribution d'une mission de services par le pouvoir adjudicateur à un autre pouvoir adjudicateur ou à une association de pouvoirs adjudicateurs, sur la base d'un droit exclusif dont ceux-ci bénéficient en vertu de dispositions législatives, réglementaires ou administratives publiées;

g. l'attribution d'un marché public passé avec une personne morale régie par le droit privé ou le droit public dans le cadre d'un contrôle *in house* au sens de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

h. l'attribution d'un marché conclu avec un autre pouvoir adjudicateur sous la forme d'une coopération horizontale non-institutionnalisée au sens de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics; »;

b) le 2° est complété par les mots « et ce quelle que soit la qualité du cocontractant »;

c) l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par un 5° rédigé comme suit :

« 5° pour ce qui concerne les actes relatifs aux concessions :

a. l'attribution d'une concession de services ou de travaux;

b. la modification apportée à une concession de services ou de travaux. ».

**Art. 32.** Dans l'article L3161-8, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, inséré par le décret du 13 mars 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° pour ce qui concerne les actes relatifs aux marchés publics :

a. l'attribution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services d'un montant excédant ceux repris au tableau ci-dessous :

	Procédure ouverte	Procédure restreinte/ Procédure concurrentielle avec négociation et Procé- dure négociée avec mise en concurrence préalable / Procédure négociée directe avec publication préalable et Procédure négociée directe avec mise en concurrence préalable	Procédure négociée sans publication préalable et Pro- cédure négociée sans mise en concurrence préalable
Travaux	250.000 EUR H.T.V.A.	125.000 EUR H.T.V.A.	62.000 EUR H.T.V.A.
Fournitures et services	200.000 EUR H.T.V.A.	62.000 EUR H.T.V.A.	31.000 EUR H.T.V.A.

b. la modification apportée aux conditions de ces marchés de travaux, de fournitures et de services qui porte au minimum sur dix pour cent du montant initial du marché;

c. la modification apportée aux conditions de ces marchés de travaux, de fournitures et de services dont le montant cumulé aux montants des modifications successives atteint au minimum dix pour cent du montant initial du marché.

L'avis conforme de l'organe représentatif agréé est joint à la délibération portant sur l'attribution d'un marché public de travaux ayant pour objet des travaux aux édifices du culte;

d. la création et l'adhésion à une centrale d'achats;

e. l'attribution à un opérateur économique d'un marché public relatif à un prêt qu'il soit ou non lié à l'émission, à l'achat, à la vente et au transfert de titres ou d'autres instruments financiers dont le montant de la rémunération totale du prestataire excède 200.000 euros;

f. l'attribution d'une mission de services par le pouvoir adjudicateur à un autre pouvoir adjudicateur ou à une association de pouvoirs adjudicateurs, sur la base d'un droit exclusif dont ceux-ci bénéficient en vertu de dispositions législatives, réglementaires ou administratives publiées;

g. l'attribution d'un marché public passé avec une personne morale régie par le droit privé ou le droit public dans le cadre d'un contrôle *in house* au sens de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

h. l'attribution d'un marché conclu avec un autre pouvoir adjudicateur sous la forme d'une coopération horizontale non-institutionnalisée au sens de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics; »;

b) l'alinéa est complété par un 5° rédigé comme suit :

« 5° pour ce qui concerne les actes relatifs aux concessions :

a. l'attribution d'une concession de services ou de travaux;

b. la modification apportée à une concession de services ou de travaux. ».

**Art. 33.** A l'article L4145-16, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, les mots « au gouverneur de province » sont remplacés par les mots « à l'administration régionale ».

**Art. 34.** A l'article L4146-1, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « relatifs à l'élection du conseil communal » sont insérés entre les mots « à l'article L4145-16 » et les mots « sont envoyés »;

2° les mots « au directeur général de la province » sont remplacés par les mots « à l'administration régionale ».

**Art. 35.** Dans l'article L4146-3, alinéa 2, du même Code, remplacé par le décret du 1<sup>er</sup> juin 2006, les mots « collègue provincial » sont remplacés par le mot « gouverneur ».

**Art. 36.** Dans l'article L4146-5 du même Code, remplacé par le décret du 1<sup>er</sup> juin 2006, les mots « collège provincial » sont chaque fois remplacés par le mot « gouverneur ».

**Art. 37.** Dans l'article L4146-6 du même Code, remplacé par le décret du 1<sup>er</sup> juin 2006, les mots « collège provincial » sont remplacés par le mot « gouverneur ».

**Art. 38.** Dans l'article L4146-8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du même Code, remplacé par le décret du 1<sup>er</sup> juin 2006 et modifié par le décret du 18 avril 2013, les mots « au directeur général » sont remplacés par les mots « à l'administration régionale ».

**Art. 39.** A l'article L4146-9 du même Code, remplacé par le décret du 1<sup>er</sup> juin 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « collège provincial » sont remplacés par le mot « gouverneur »;

2° l'article est complété par la phrase suivante :

« Tous les dossiers sont instruits par l'administration régionale. ».

**Art. 40.** L'article L4146-10 du même Code, remplacé par le décret du 1<sup>er</sup> juin 2006, est remplacé par ce qui suit : « Art. L4146-10. L'exposé de l'affaire et le prononcé des décisions ont lieu en séance publique. A peine de nullité, la décision est motivée. ».

**Art. 41.** Dans l'article L4146-12, § 1<sup>er</sup>, du même Code, remplacé par le décret du 1<sup>er</sup> juin 2006, les mots « collège provincial » sont remplacés par le mot « gouverneur ».

**Art. 42.** A l'article L4146-13 du même Code, remplacé par le décret du 1<sup>er</sup> juin 2006 et modifié par le décret du 21 novembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « collège provincial » sont remplacés par le mot « gouverneur »;

2° les mots « par les soins du directeur général » sont remplacés par les mots « par les soins de l'administration régionale »;

3° il est ajouté un second alinéa rédigé comme suit : « En outre, la décision est publiée par extraits au *Moniteur belge*. ».

**Art. 43.** Dans l'article L4146-14 du même Code, remplacé par le décret du 1<sup>er</sup> juin 2006, les mots « collège provincial » sont chaque fois remplacés par le mot « gouverneur ».

**Art. 44.** A l'article L4146-15 du même Code, remplacé par le décret du 1<sup>er</sup> juin 2006 et modifié par le décret du 18 avril 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « collège provincial » sont chaque fois remplacés par le mot « gouverneur »;

2° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « concernée » est remplacé par les mots « de Comines-Warneton »;

3° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit : « L'arrêt rendu par le Conseil d'Etat est immédiatement notifié par les soins de l'administration régionale au conseil communal ou de secteur suivant le cas. ».

**Art. 45.** Les actes adoptés avant l'entrée en vigueur du présent décret sont soumis aux règles de tutelle en vigueur au moment de leur adoption.

**Art. 46.** Toute délégation de compétence en matière de marché public ou de concession de services ou de travaux du conseil communal au collège communal, au directeur général ou à un fonctionnaire et du conseil provincial au collège provincial, au directeur général ou à un fonctionnaire, en cours le jour précédant l'entrée en vigueur des articles 1 à 14 du présent décret prend fin de plein droit le dernier jour du quatrième mois qui suit l'installation du conseil communal ou du conseil provincial suite aux élections du 14 octobre 2018.

**Art. 47.** Le présent décret entre en vigueur 10 jours après sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 48.** Par dérogation à l'article 47, les articles 1 à 14, 23b) et 23e), 24b) et 24e), 31a) et 31c), 32a) et 32b) entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2019 et les articles 33 à 44 entrent en vigueur le 14 octobre 2018.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 4 octobre 2018.

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des Chances, de la Fonction publique  
et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique,  
de l'Emploi et de la Formation,

P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics,  
de la Mobilité, des Transports, du Bien-Etre animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports,

J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine  
et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

—  
Note

(1) Session 2017-2018.

Documents du Parlement wallon, 1163 (2017-2018) N<sup>os</sup> 1 à 5.

Compte rendu intégral, séance plénière du 3 octobre 2018.

Discussion.

Vote.



## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/205187]

**4. OKTOBER 2018 — Dekret zur Abänderung des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung im Hinblick auf die Reform der Aufsicht über die lokalen Behörden (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - Artikel L1222-3 des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung, ersetzt durch das Dekret vom 17. Dezember 2015, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. L1222-3 - § 1. Der Gemeinderat wählt das Verfahren für die Vergabe der öffentlichen Aufträge und legt deren Bedingungen fest.

In zwingenden Dringlichkeitsfällen infolge unvorhersehbarer Ereignisse kann das Gemeindegremium aus eigener Initiative die in Absatz 1 erwähnten Zuständigkeiten des Gemeinderates ausüben. Sein Beschluss wird dem Gemeinderat mitgeteilt, der ihn in seiner nächstfolgenden Sitzung zur Kenntnis nimmt.

§ 2. Handelt es sich um Ausgaben des ordentlichen Haushaltsplans kann der Gemeinderat seine in Paragraph 1 Absatz 1 angeführten Zuständigkeiten auf das Gemeindegremium, den Generaldirektor oder jeden anderen Beamten, mit Ausnahme des Finanzdirektors, übertragen.

Die Übertragung auf den Generaldirektor oder jeden anderen Beamten ist begrenzt auf die öffentlichen Aufträge, deren Betrag unter 3.000 EUR aussch. MwSt. liegt.

§ 3. Handelt es sich um Ausgaben des außerordentlichen Haushaltsplans kann der Gemeinderat seine in Paragraph 1 Absatz 1 angeführten Zuständigkeiten auf das Gemeindegremium oder den Generaldirektor übertragen.

Die Übertragung der Vollmacht auf das Gemeindegremium ist begrenzt auf die öffentlichen Aufträge über einen Betrag von weniger als:

1° 15.000 EUR aussch. MwSt. in den Gemeinden mit weniger als fünfzehntausend Einwohnern;

2° 30.000 EUR aussch. MwSt. in den Gemeinden mit weniger als neunundvierzigtausendneunhundertneunundneunzig Einwohnern;

3° 60.000 EUR in den Gemeinden von fünfzigtausend Einwohnern und mehr.

Die Übertragung auf den Generaldirektor ist begrenzt auf die öffentlichen Aufträge, deren Betrag unter 1.500 EUR aussch. MwSt. liegt.

§ 4. Jede von dem Gemeinderat gewährte Vollmachtserteilung endet von Rechts wegen am letzten Tag des vierten Monats nach der Einsetzung des Gemeinderates der Legislaturperiode, die auf jene folgt, während der die Vollmachtserteilung gewährt wurde.

§ 5. Jedes Mal, wenn die Umstände dies rechtfertigen, kann die Regierung kann die in den Paragraphen 2 und 3 angeführten Beträge anpassen."

**Art. 2** - Artikel L1222-4 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 17. Dezember 2015, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. L1222-4 - § 1. Das Gemeindegremium leitet das Verfahren ein, vergibt den Auftrag und überwacht dessen Ausführung.

Das Gemeindegremium kann den öffentlichen Auftrag während der Ausführung beliebig abändern.

§ 2. Bei einer Übertragung von Zuständigkeiten von dem Gemeinderat auf den Generaldirektor oder jeden anderen Beamten gemäß Artikel L1222-3 § 2 werden die in Paragraph 1 angeführten Zuständigkeiten des Gemeindegremiums jeweils durch den Generaldirektor oder den beauftragten Beamten ausgeübt.

Bei einer Übertragung von Zuständigkeiten von dem Gemeinderat auf den Generaldirektor gemäß Artikel L1222-3 § 3 werden die in Paragraph 1 angeführten Zuständigkeiten des Gemeindegremiums durch den Generaldirektor ausgeübt.

§ 3. Bei einer Übertragung von Zuständigkeiten von dem Gemeinderat auf das Gemeindegremium, den Generaldirektor oder jeden anderen Beamten gemäß Artikel L1222-3 §§ 2 und 3 ist die in Artikel L1222-3 § 1 Absatz 2 vorgesehene Pflicht, den Gemeinderat zu informieren, nicht anwendbar."

**Art. 3** - Artikel L1222-5 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 17. Dezember 2015, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. L1222-5 - Bei einer Übertragung von Zuständigkeiten von dem Gemeinderat auf einen anderen Beamten als den Generaldirektor gemäß den Artikeln L1222-3 § 2, L1222-6 § 2 und L1222-7 § 3 ist Artikel L1125-10 Absatz 1 Ziffer 1 auf den beauftragten Beamten anwendbar."

**Art. 4** - In dasselbe Gesetzbuch wird ein Artikel L1222-6 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L1222-6 - § 1. Der Gemeinderat beschließt die Inanspruchnahme eines gemeinsamen öffentlichen Auftrags, benennt gegebenenfalls den Auftragsgeber, der im Namen der anderen Auftragsgeber handelt, und verabschiedet gegebenenfalls die Vereinbarung über den gemeinsamen öffentlichen Auftrag.

In zwingenden Dringlichkeitsfällen infolge unvorhersehbarer Ereignisse kann das Gemeindegremium aus eigener Initiative die in Absatz 1 erwähnten Zuständigkeiten des Gemeinderates ausüben. Sein Beschluss wird dem Gemeinderat mitgeteilt, der ihn in seiner nächstfolgenden Sitzung zur Kenntnis nimmt.

§ 2. Handelt es sich um Ausgaben des ordentlichen Haushaltsplans kann der Gemeinderat seine in Paragraph 1 Absatz 1 angeführten Zuständigkeiten auf das Gemeindegremium, den Generaldirektor oder jeden anderen Beamten, mit Ausnahme des Finanzdirektors, übertragen.

Die Übertragung auf den Generaldirektor oder jeden anderen Beamten ist begrenzt auf die gemeinsamen öffentlichen Aufträge, deren Betrag unter 3.000 EUR aussch. MwSt. liegt.

§ 3. Handelt es sich um Ausgaben des außerordentlichen Haushaltsplans kann der Gemeinderat seine in Paragraph 1 Absatz 1 angeführten Zuständigkeiten auf das Gemeindegremium oder den Generaldirektor übertragen.

Die Übertragung der Vollmacht auf das Gemeindegremium ist begrenzt auf die gemeinsamen öffentlichen Aufträge über einen Betrag von weniger als:

1° 15.000 EUR aussch. MwSt. in den Gemeinden mit weniger als fünfzehntausend Einwohnern;

2° 30.000 EUR aussch. MwSt. in den Gemeinden mit weniger als neunundvierzigtausendneunhundertneunundneunzig Einwohnern;

3° 60.000 EUR in den Gemeinden von fünfzigtausend Einwohnern und mehr.

Die Übertragung auf den Generaldirektor ist begrenzt auf die gemeinsamen öffentlichen Aufträge, deren Betrag unter 1.500 EUR aussch. MwSt. liegt.

§ 4. Jede von dem Gemeinderat gewährte Vollmachtserteilung endet von Rechts wegen am letzten Tag des vierten Monats nach der Einsetzung des Gemeinderates der Legislaturperiode, die auf jene folgt, während der die Vollmachtserteilung gewährt wurde.

§ 5. Bei einer Übertragung von Zuständigkeiten von dem Gemeinderat auf das Gemeindekollegium, den Generaldirektor oder jeden anderen Beamten gemäß den Paragraphen 2 und 3 ist die in Paragraph 1 Absatz 2 vorgesehene Pflicht, den Gemeinderat zu informieren, nicht anwendbar.

§ 6. Gegebenenfalls nimmt das Gemeindekollegium des vertretenen Auftragsgebers die Vergabe des öffentlichen Auftrags durch den bezeichneten Auftragsgeber zu Kenntnis.

Bei einer Übertragung von Zuständigkeiten von dem Gemeinderat auf den Generaldirektor oder jeden anderen Beamten gemäß Paragraph 2 wird die in Absatz 1 angeführten Zuständigkeit des Gemeindekollegiums jeweils durch den Generaldirektor oder den beauftragten Beamten ausgeübt.

Bei einer Übertragung von Zuständigkeiten von dem Gemeinderat auf den Generaldirektor gemäß Paragraph 3 wird die in Absatz 1 angeführte Zuständigkeit des Gemeindekollegiums durch den Generaldirektor ausgeübt.

§ 7. Jedes Mal, wenn die Umstände dies rechtfertigen, kann die Regierung kann die in den Paragraphen 2 und 3 angeführten Beträge anpassen.“.

**Art. 5 -** In dasselbe Gesetzbuch wird ein Artikel L1222-7 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. L1222-7 - § 1. Der Gemeinderat beschließt, einer zentralen Beschaffungsstelle beizutreten.

§ 2. Der Gemeinderat definiert den Bedarf an Arbeiten, Lieferungen und Dienstleistungen und beschließt, die zentrale Beschaffungsstelle, der er beigetreten ist, zu nutzen, um diesen Bedarf zu decken.

In zwingenden Dringlichkeitsfällen infolge unvorhersehbarer Ereignisse kann das Gemeindekollegium aus eigener Initiative die in Absatz 1 erwähnten Zuständigkeiten des Gemeinderates ausüben. Sein Beschluss wird dem Gemeinderat mitgeteilt, der ihn in seiner nächstfolgenden Sitzung zur Kenntnis nimmt.

§ 3. Handelt es sich um Ausgaben des ordentlichen Haushaltsplans kann der Gemeinderat seine in Paragraph 2 Absatz 1 angeführten Zuständigkeiten auf das Gemeindekollegium, den Generaldirektor oder jeden anderen Beamten, mit Ausnahme des Finanzdirektors, übertragen.

Die Übertragung auf den Generaldirektor oder jeden anderen Beamten ist begrenzt auf die Bestellungen, deren Betrag unter 3.0000 EUR ausschl. MwSt. liegt.

§ 4. Handelt es sich um Ausgaben des außerordentlichen Haushaltsplans kann der Gemeinderat seine in Paragraph 2 Absatz 1 angeführten Zuständigkeiten auf das Gemeindekollegium oder den Generaldirektor übertragen.

Die Übertragung der Vollmacht auf das Gemeindekollegium ist begrenzt auf die Bestellungen über einen Betrag von weniger als:

1° 15.000 EUR ausschl. MwSt. in den Gemeinden mit weniger als fünfzehntausend Einwohnern;

2° 30.000 EUR ausschl. MwSt. in den Gemeinden mit weniger als neunundvierzigtausendneunhundertneunundneunzig Einwohnern;

3° 60.000 EUR in den Gemeinden von fünfzigtausend Einwohnern und mehr.

Die Übertragung auf den Generaldirektor ist begrenzt auf die Bestellungen, deren Betrag unter 1.500 EUR ausschl. MwSt. liegt.

§ 5. Jede von dem Gemeinderat gewährte Vollmachtserteilung endet von Rechts wegen am letzten Tag des vierten Monats nach der Einsetzung des Gemeinderates der Legislaturperiode, die auf jene folgt, während der die Vollmachtserteilung gewährt wurde.

§ 6. Bei einer Übertragung von Zuständigkeiten von dem Gemeinderat auf das Gemeindekollegium, den Generaldirektor oder jeden anderen Beamten gemäß den Paragraphen 3 und 4 ist die in Paragraph 2 Absatz 2 vorgesehene Pflicht, den Gemeinderat zu informieren, nicht anwendbar.

§ 7. Das Gemeindekollegium gibt die Bestellung auf und überwacht deren Ausführung.

Bei einer Übertragung von Zuständigkeiten von dem Gemeinderat auf den Generaldirektor oder jeden anderen Beamten gemäß Paragraph 3 werden die in Absatz 1 angeführten Zuständigkeiten des Gemeindekollegiums jeweils durch den Generaldirektor oder den beauftragten Beamten ausgeübt.

Bei einer Übertragung von Zuständigkeiten von dem Gemeinderat auf den Generaldirektor gemäß Paragraph 4 werden die in Absatz 1 angeführten Zuständigkeiten des Gemeindekollegiums durch den Generaldirektor ausgeübt.

§ 8. Jedes Mal, wenn die Umstände dies rechtfertigen, kann die Regierung kann die in den Paragraphen 3 und 4 angeführten Beträge anpassen.“.

**Art. 6 -** In dasselbe Gesetzbuch wird ein Artikel L1222-8 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. L1222-8 - § 1. Der Gemeinderat entscheidet über den Grundsatz der Dienstleistungs- oder Baukonzessionen, legt die Bedingungen für das Vergabeverfahren fest und beschließt die Klauseln über die Vergabe.

In zwingenden Dringlichkeitsfällen infolge unvorhersehbarer Ereignisse kann das Gemeindekollegium aus eigener Initiative die in Absatz 1 erwähnten Zuständigkeiten des Gemeinderates ausüben. Sein Beschluss wird dem Gemeinderat mitgeteilt, der ihn in seiner nächstfolgenden Sitzung zur Kenntnis nimmt.

§ 2. Handelt es sich um Dienstleistungs- oder Baukonzessionen mit einem Wert von weniger als 250.000 EUR ausschl. MwSt. kann der Gemeinderat seine in Paragraph 1 Absatz 1 angeführten Zuständigkeiten auf das Gemeindekollegium übertragen.

Der Wert der Konzession entspricht dem geschätzten Betrag des Umsatzes, der dem Konzessionsnehmer zufließt, multipliziert mit der Anzahl der Jahre der Konzession.

Jede von dem Gemeinderat gewährte Vollmachtserteilung endet von Rechts wegen am letzten Tag des vierten Monats nach der Einsetzung des Gemeinderates der Legislaturperiode, die auf jene folgt, während der die Vollmachtserteilung gewährt wurde.

§ 3. Bei einer Übertragung von Zuständigkeiten von dem Gemeinderat auf das Gemeindekollegium gemäß den Paragraphen 2 Absatz 1 ist die in Paragraph 1 Absatz 2 vorgesehene Pflicht, den Gemeinderat zu informieren, nicht anwendbar.

§ 4. Jedes Mal, wenn die Umstände dies rechtfertigen, kann die Regierung den in Paragraph 2 angeführten Betrag anpassen.“.

**Art. 7 -** In dasselbe Gesetzbuch wird ein Artikel L1222-9 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. L1222-9 - Das Gemeindekollegium leitet das Verfahren ein, vergibt die Konzession für Arbeiten oder Dienstleistungen und gewährleistet deren Ausführung.

Das Gemeindekollegium kann die Konzession während der Ausführung beliebig abändern.“.

**Art. 8** - Artikel L2222-2 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 17. Dezember 2015, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. L2222-2 - § 1. Der Provinzialrat wählt das Verfahren für die Vergabe der öffentlichen Aufträge und legt deren Bedingungen fest.

In zwingenden Dringlichkeitsfällen infolge unvorhersehbarer Ereignisse kann das Provinzialkollegium aus eigener Initiative die in Absatz 1 erwähnten Zuständigkeiten des Provinzialrates ausüben. Sein Beschluss wird dem Provinzialrat mitgeteilt, der ihn in seiner nächstfolgenden Sitzung zur Kenntnis nimmt.

§ 2. Handelt es sich um Ausgaben des ordentlichen Haushaltsplans kann der Provinzialrat seine in Paragraph 1 Absatz 1 angeführten Zuständigkeiten auf das Provinzialkollegium, den Generaldirektor oder jeden anderen Beamten, mit Ausnahme des Finanzdirektors, übertragen.

Die Übertragung auf den Generaldirektor oder jeden anderen Beamten ist begrenzt auf die öffentlichen Aufträge, deren Betrag unter 8.5000 EUR aussch. MwSt. liegt.

§ 3. Handelt es sich um Ausgaben des außerordentlichen Haushaltsplans kann der Provinzialrat seine in Paragraph 1 Absatz 1 angeführten Zuständigkeiten auf das Provinzialkollegium oder den Generaldirektor übertragen.

Die Übertragung auf das Provinzialkollegium ist begrenzt auf die öffentlichen Aufträge, deren Betrag unter 144.000 EUR aussch. MwSt. liegt.

Die Übertragung auf den Generaldirektor ist begrenzt auf die öffentlichen Aufträge, deren Betrag unter 3.000 EUR aussch. MwSt. liegt.

§ 4. Jede von dem Provinzialrat gewährte Vollmachtserteilung endet von Rechts wegen am letzten Tag des vierten Monats nach der Einsetzung des Provinzialrates der Legislaturperiode, die auf jene folgt, während der die Vollmachtserteilung gewährt wurde.

§ 5. Jedes Mal, wenn die Umstände dies rechtfertigen, kann die Regierung kann die in den Paragraphen 2 und 3 angeführten Beträge anpassen."

**Art. 9** - Artikel L2222-2bis desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 17. Dezember 2015, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. L2222-2bis - § 1. Das Provinzialkollegium leitet das Verfahren ein, vergibt den Auftrag und überwacht dessen Ausführung.

Das Provinzialkollegium kann den öffentlichen Auftrag während der Ausführung beliebig abändern.

§ 2. Bei einer Übertragung von Zuständigkeiten von dem Provinzialrat auf den Generaldirektor oder jeden anderen Beamten gemäß Artikel L2222-2 § 2 werden die in Paragraph 1 angeführten Zuständigkeiten des Provinzialkollegiums jeweils durch den Generaldirektor oder den beauftragten Beamten ausgeübt.

Bei einer Übertragung von Zuständigkeiten von dem Provinzialrat auf den Generaldirektor gemäß Artikel L2222-2 § 3 werden die in Paragraph 1 angeführten Zuständigkeiten des Provinzialkollegiums durch den Generaldirektor ausgeübt.

§ 3. Bei einer Übertragung von Zuständigkeiten von dem Provinzialrat auf das Provinzialkollegium, den Generaldirektor oder jeden anderen Beamten gemäß Artikel L2222-2 §§ 2 und 3 ist die in Artikel L2222-2 § 1 Absatz 2 vorgesehene Pflicht, den Provinzialrat zu informieren, nicht anwendbar."

**Art. 10** - Artikel L2222-2ter desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 17. Dezember 2015, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. L2222-2ter - Bei einer Übertragung von Zuständigkeiten von dem Provinzialrat auf einen anderen Beamten als den Generaldirektor gemäß den Artikeln L2222-2 § 2, L2222-2quater § 2 und L2222-2quinquies § 3 ist Artikel L2212-78 Absatz 1 Ziffer 2 auf den beauftragten Beamten anwendbar."

**Art. 11** - In dasselbe Gesetzbuch wird ein Artikel L2222-2quater mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L2222-2quater - § 1. Der Provinzialrat beschließt die Inanspruchnahme eines gemeinsamen öffentlichen Auftrags, benennt gegebenenfalls den Auftragsgeber, der im Namen der anderen Auftragsgeber handelt, und verabschiedet gegebenenfalls die Vereinbarung über den gemeinsamen öffentlichen Auftrag.

In zwingenden Dringlichkeitsfällen infolge unvorhersehbarer Ereignisse kann das Provinzialkollegium aus eigener Initiative die in Absatz 1 erwähnten Zuständigkeiten des Provinzialrates ausüben. Sein Beschluss wird dem Provinzialrat mitgeteilt, der ihn in seiner nächstfolgenden Sitzung zur Kenntnis nimmt.

§ 2. Handelt es sich um Ausgaben des ordentlichen Haushaltsplans kann der Provinzialrat seine in Paragraph 1 Absatz 1 angeführten Zuständigkeiten auf das Provinzialkollegium, den Generaldirektor oder jeden anderen Beamten, mit Ausnahme des Finanzdirektors, übertragen.

Die Übertragung auf den Generaldirektor oder jeden anderen Beamten ist begrenzt auf die gemeinsamen öffentlichen Aufträge, deren Betrag unter 8.500 EUR aussch. MwSt. liegt.

§ 3. Handelt es sich um Ausgaben des außerordentlichen Haushaltsplans kann der Provinzialrat seine in Paragraph 1 Absatz 1 angeführten Zuständigkeiten auf das Provinzialkollegium oder den Generaldirektor übertragen.

Die Übertragung auf das Provinzialkollegium ist begrenzt auf die öffentlichen Aufträge, deren Betrag unter 144.000 EUR aussch. MwSt. liegt.

Die Übertragung auf den Generaldirektor ist begrenzt auf die gemeinsamen öffentlichen Aufträge, deren Betrag unter 3.000 EUR aussch. MwSt. liegt.

§ 4. Jede von dem Provinzialrat gewährte Vollmachtserteilung endet von Rechts wegen am letzten Tag des vierten Monats nach der Einsetzung des Provinzialrates der Legislaturperiode, die auf jene folgt, während der die Vollmachtserteilung gewährt wurde.

§ 5. Gegebenenfalls nimmt das Provinzialkollegium des vertretenen Auftragsgebers die Vergabe des öffentlichen Auftrags durch den bezeichneten Auftragsgeber zu Kenntnis.

Bei einer Übertragung von Zuständigkeiten von dem Provinzialrat auf den Generaldirektor oder jeden anderen Beamten gemäß Paragraph 2 wird die in Absatz 1 angeführte Zuständigkeit des Provinzialkollegiums jeweils durch den Generaldirektor oder den beauftragten Beamten ausgeübt.

Bei einer Übertragung von Zuständigkeiten von dem Provinzialrat auf den Generaldirektor gemäß Paragraph 3 wird die in Absatz 1 angeführte Zuständigkeit des Provinzialkollegiums durch den Generaldirektor ausgeübt.

§ 6. Bei einer Übertragung von Zuständigkeiten von dem Provinzialrat auf das Provinzialkollegium, den Generaldirektor oder jeden anderen Beamten gemäß den Paragraphen 2 und 3 ist die in Paragraph 1 Absatz 2 vorgesehene Pflicht, den Provinzialrat zu informieren, nicht anwendbar.

§ 7. Jedes Mal, wenn die Umstände dies rechtfertigen, kann die Regierung kann die in den Paragraphen 2 und 3 angeführten Beträge anpassen."

**Art. 12** - In dasselbe Gesetzbuch wird ein Artikel L2222-2quinquies mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L2222-2quinquies - § 1. Der Provinzialrat beschließt, einer zentralen Beschaffungsstelle beizutreten."

§ 2. Der Provinzialrat definiert den Bedarf an Arbeiten, Lieferungen oder Dienstleistungen und beschließt, die zentrale Beschaffungsstelle, der er beigetreten ist, zu nutzen, um diesen Bedarf zu decken.

In zwingenden Dringlichkeitsfällen infolge unvorhersehbarer Ereignisse kann das Provinzialkollegium aus eigener Initiative die in Absatz 1 erwähnten Zuständigkeiten des Provinzialrates ausüben. Sein Beschluss wird dem Provinzialrat mitgeteilt, der ihn in seiner nächstfolgenden Sitzung zur Kenntnis nimmt.

§ 3. Handelt es sich um Ausgaben des ordentlichen Haushaltsplans kann der Provinzialrat seine in Paragraph 2 Absatz 1 angeführten Zuständigkeiten auf das Provinzialkollegium, den Generaldirektor oder jeden anderen Beamten, mit Ausnahme des Finanzdirektors, übertragen.

Die Übertragung auf den Generaldirektor oder jeden anderen Beamten ist begrenzt auf die Bestellungen, deren Betrag unter 8.5000 EUR aussch. MwSt. liegt.

§ 4. Handelt es sich um Ausgaben des außerordentlichen Haushaltsplans kann der Provinzialrat seine in Paragraph 2 Absatz 1 angeführten Zuständigkeiten auf das Provinzialkollegium oder den Generaldirektor übertragen.

Die Übertragung auf das Provinzialkollegium ist begrenzt auf die öffentlichen Aufträge, deren Betrag unter 144.000 EUR aussch. MwSt. liegt.

Die Übertragung auf den Generaldirektor ist begrenzt auf die Bestellungen, deren Betrag unter 3.000 EUR aussch. MwSt. liegt.

§ 5. Jede von dem Provinzialrat gewährte Vollmachtserteilung endet von Rechts wegen am letzten Tag des vierten Monats nach der Einsetzung des Provinzialrates der Legislaturperiode, die auf jene folgt, während der die Vollmachtserteilung gewährt wurde.

§ 6. Das Provinzialkollegium gibt die Bestellung auf und überwacht deren Ausführung.

Bei einer Übertragung von Zuständigkeiten von dem Provinzialrat auf den Generaldirektor oder jeden anderen Beamten gemäß Paragraph 3 werden die in Absatz 1 angeführten Zuständigkeiten des Provinzialkollegiums jeweils durch den Generaldirektor oder den beauftragten Beamten ausgeübt.

Bei einer Übertragung von Zuständigkeiten von dem Provinzialrat auf den Generaldirektor gemäß Paragraph 4 werden die in Absatz 1 angeführten Zuständigkeiten des Provinzialkollegiums durch den Generaldirektor ausgeübt.

§ 7. Bei einer Übertragung von Zuständigkeiten von dem Provinzialrat auf das Provinzialkollegium, den Generaldirektor oder jeden anderen Beamten gemäß den Paragraphen 3 und 4 ist die in Paragraph 2 Absatz 2 vorgesehene Pflicht, den Provinzialrat zu informieren, nicht anwendbar.

§ 8. Jedes Mal, wenn die Umstände dies rechtfertigen, kann die Regierung kann die in den Paragraphen 3 und 4 angeführten Beträge anpassen.“

**Art. 13** - In dasselbe Gesetzbuch wird ein Artikel L2222-2sexies mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. L2222-2sexies - § 1. Der Provinzialrat entscheidet über den Grundsatz der Dienstleistungs- oder Baukonzessionen, legt die Bedingungen für das Vergabeverfahren fest und beschließt die Klauseln über die Vergabe.

In zwingenden Dringlichkeitsfällen infolge unvorhersehbarer Ereignisse kann das Provinzialkollegium aus eigener Initiative die in Absatz 1 erwähnten Zuständigkeiten des Provinzialrates ausüben. Sein Beschluss wird dem Provinzialrat mitgeteilt, der ihn in seiner folgenden Sitzung zur Kenntnis nimmt.

§ 2. Handelt es sich um Dienstleistungs- oder Baukonzessionen mit einem Wert von weniger als 250.000 EUR aussch. MwSt. kann der Provinzialrat seine in Paragraph 1 Absatz 1 angeführten Zuständigkeiten auf das Provinzialkollegium übertragen.

Der Wert der Konzession entspricht dem geschätzten Betrag des Umsatzes, der dem Konzessionsnehmer zufließt, multipliziert mit der Anzahl der Jahre der Konzession.

Jede von dem Provinzialrat gewährte Vollmachtserteilung endet von Rechts wegen am letzten Tag des vierten Monats nach der Einsetzung des Provinzialrates der Legislaturperiode, die auf jene folgt, während der die Vollmachtserteilung gewährt wurde.

§ 3. Bei einer Übertragung von Zuständigkeiten von dem Provinzialrat auf das Provinzialkollegium gemäß den Paragraphen 2 Absatz 1 ist die in Paragraph 1 Absatz 2 vorgesehene Pflicht, den Provinzialrat zu informieren, nicht anwendbar.

§ 4. Jedes Mal, wenn die Umstände dies rechtfertigen, kann die Regierung den in Paragraph 2 angeführten Betrag anpassen.“

**Art. 14** - Ein Artikel L2222-2septies mit folgendem Wortlaut wird in denselben Kodex eingefügt:

“Art. L2222-2septies - Das Provinzialkollegium leitet das Verfahren ein, vergibt die Konzession für Arbeiten oder Dienstleistungen und gewährleistet deren Ausführung.

Das Provinzialkollegium kann die Konzession während der Ausführung beliebig abändern.“

**Art. 15** - In Artikel L3111-1 § 1 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 22. November 2007 und abgeändert durch die Dekrete vom 13. März 2014, 27. März 2014 und 29. März 2018, wird eine Ziffer 9 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“9° über die lokalen VoG nach Artikel L5111-1 Ziffer 18.“

**Art. 16** - Artikel L3111-2 Ziffer 1 desselben Gesetzbuches wird durch Folgendes ersetzt:

“1° Verwaltung: entweder die operative Generaldirektion Inneres und Soziale Maßnahmen, oder die Gemeindeverwaltung.“

**Art. 17** - Artikel L3112-1 desselben Kodex wird wie folgt abgeändert:

1° Absatz 2 wird durch Folgendes ersetzt:

“Die Verwaltung hat die Aufgabe, die Amtshandlung im Auftrag der Aufsichtsbehörde zu überprüfen. Sie kann in Eigeninitiative oder auf Anfrage der Aufsichtsbehörde über den Postweg alle Schriftstücke, Belege, Auskünfte und Angaben zustellen lassen, die sie im Rahmen der Überprüfung der Amtshandlung für zweckdienlich erachtet.“

2° zwischen die Absätze 2 und 3 werden zwei Absätze mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Die in Artikel L3111-1 § 1 des vorliegenden Kodex genannten Behörden übermitteln alle Schriftstücke, Belege, Auskünfte und Angaben, die sie im Rahmen der Überprüfung der Amtshandlung für zweckdienlich erachten, innerhalb von dreißig Tagen nach Zustellung des Antrags der Verwaltung. Erhält sie keine Antwort, so übermittelt die Verwaltung ein Erinnerungsschreiben, auf das die Einrichtung innerhalb von fünfzehn Tagen nach Erhalt dieses Erinnerungsschreibens antwortet.

Wenn die Behörde weiterhin nicht antwortet, kann die Aufsichtsbehörde einen Beauftragten benennen, der für die Einholung der relevanten Informationen vor Ort zuständig ist.“

**Art. 18** - In Artikel L3113-1 Absatz 1 desselben Kodex wird zwischen die Wortfolge “der Aufsichtsbehörde” und der Wortfolge “die Amtshandlung gemeinsam mit allen Belegen zugestellt wird” die Wortfolge “oder dem repräsentativen Organ des Kults” eingefügt.

**Art. 19** - In Artikel L3113-2 desselben Kodex wird Absatz 3, abgeändert durch das Dekret vom 22. November 2007 aufgehoben.

**Art. 20** - In Teil III, Buch 1, Titel 1 desselben Gesetzbuches wird ein Kapitel VI/1 mit folgendem Titel eingefügt: "Kontrollauftrag der Verwaltung".

**Art. 21** - In Kapitel VI/1, eingefügt durch Artikel 20, wird ein Artikel L3116/1-1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L3116/1-1 - Die Regierung kann die Verwaltung anweisen, innerhalb der in Artikel L3111-1 genannten Behörden Kontrollen der Rechtmäßigkeit und Ordnungsmäßigkeit spezifischer Handlungen oder Untersuchungen der internen Verwaltung der Einrichtung durchzuführen.

Die Verwaltung kann von den in Artikel L3111-1 genannten Behörden jederzeit alle Dokumente und Informationen jeglicher Art anfordern, die sie für die Erfüllung der in Absatz 1 beschriebenen Aufgaben für zweckdienlich erachtet.

Die Verwaltung kann bei den in Artikel L3111-1 genannten Behörden gemäß Absatz 1 eine Kontrolle vor Ort durchführen.

Die Verwaltung erstellt einen Bericht an die Regierung, macht Bemerkungen und gegebenenfalls Empfehlungen

Die Verwaltung legt ihren Bericht den in Artikel L3111-1 genannten Behörden vor, die innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ihre Bemerkungen und Vorschläge zur Umsetzung der Empfehlungen vorlegen können."

**Art. 22** - Der durch das Dekret der Wallonischen Regierung vom 13. März 2014 abgeänderte Artikel L3121-1 desselben Kodex wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. L3121-1 - Alle Amtshandlungen, mit Ausnahme jener, die in den Artikeln L3131-1 und L3162-1 angeführt werden, unterliegen der allgemeinen Annullierungsaufsicht."

**Art. 23** - In Artikel L3122-2 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 22. November 2007 und abgeändert durch die Dekrete vom 26. April 2012 und vom 31. Januar 2013, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Ziffer 3 wird aufgehoben;

b) Ziffer 4 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"4° was die Handlungen im Rahmen der öffentlichen Aufträge betrifft:

a. die Vergabe von öffentlichen Bau-, Liefer- oder Dienstleistungsaufträgen über einen Betrag, der die in der nachstehenden Tabelle festgelegten Beträge übersteigt:

	Offenes Verfahren	Beschränktes Verfahren/ Verhandlungsverfahren und Verhandlungsverfahren mit vorherigem Aufruf zum Wettbewerb/ direktes Verhandlungsver- fahren mit vorheriger Veröf- fentlichung einer Bekanntma- chung und direktes Verhandlungsverfahren mit vorherigem Aufruf zum Wettbewerb	Verhandlungsverfahren ohne vorherige Veröffentlichung einer Bekanntmachung und Verhandlungsverfahren ohne vorherigen Aufruf zum Wett- bewerb
Bau- und Arbeitsleistun- gen	250.000 EUR aussch. MwSt.	125.000 EUR aussch. MwSt.	62.000 EUR aussch. MwSt.
Lieferungen und Dienst- leistungen	200.000 EUR aussch. MwSt.	62.000 EUR aussch. MwSt.	31.000 EUR aussch. MwSt.

b. die Änderung der Bedingungen dieser öffentlichen Bau-, Liefer- oder Dienstleistungsaufträge, die wenigstens zehn Prozent des ursprünglichen Betrags des Auftrags betrifft;

c. die Änderung der Bedingungen dieser öffentlichen Bau-, Liefer- oder Dienstleistungsaufträge, dessen Betrag zusammen mit den Beträgen der aufeinanderfolgenden Änderungen wenigstens zehn Prozent des ursprünglichen Betrags des Auftrags betrifft;

d. die Einrichtung und der Beitritt zu einer zentralen Beschaffungsstelle;

e. die Vergabe eines öffentlichen Auftrags über ein Darlehen an einen Wirtschaftsteilnehmer, unabhängig davon, ob es mit der Ausgabe, dem Kauf, der Veräußerung und der Übertragung von Wertpapieren oder anderen Finanzinstrumenten verbunden ist, deren Gesamtvergütung des Dienstleistungserbringers 200.000 EUR übersteigt oder nicht;

f. die Vergabe einer Dienstleistungsaufgabe durch den öffentlichen Auftraggeber an einen anderen öffentlichen Auftraggeber oder eine Vereinigung von öffentlichen Auftraggebern auf der Grundlage eines ausschließlichen Rechts, das ihnen nach den veröffentlichten Rechts- und Verwaltungsvorschriften zusteht;

g. die Vergabe eines öffentlichen Auftrags, der mit einer juristischen Person des privaten oder öffentlichen Rechts im Rahmen einer internen Kontrolle im Sinne des Gesetzes vom 17. Juni 2016 über die öffentlichen Aufträge abgeschlossen wurde;

h. die Vergabe eines mit einem anderen öffentlichen Auftraggeber abgeschlossenen Auftrags in Form einer nicht institutionalisierten horizontalen Zusammenarbeit im Sinne des Gesetzes vom 17. Juni 2016 über die öffentlichen Aufträge;"

c) Ziffer 6 wird aufgehoben;

d) in Ziffer 8 wird die Wortfolge "sowie jede individuelle Ersetzung" aufgehoben;

e) der Artikel wird durch eine Ziffer 9 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"9° was die Handlungen im Rahmen der Konzessionen betrifft:

a. die Vergabe einer Dienstleistungs- oder Baukonzession;

b. die Änderung einer Dienstleistungs- oder Baukonzession."

**Art. 24** - In Artikel L3122-3 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 22. November 2007 und abgeändert durch das Dekret vom 31. Januar 2013, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Ziffer 3 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"3° die Beschlüsse der Generalversammlung, die auf Empfehlung des Entlohnungsausschusses gefasst werden;"

b) Ziffer 4 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"4° was die Handlungen im Rahmen der öffentlichen Aufträge betrifft:

a. die Vergabe von öffentlichen Bau-, Liefer- oder Dienstleistungsaufträgen über einen Betrag, der die in der nachstehenden Tabelle festgelegten Beträge übersteigt:

	Offenes Verfahren	Beschränktes Verfahren/ Verhandlungsverfahren und Verhandlungsverfahren mit vorherigem Aufruf zum Wettbewerb/ direktes Verhandlungsver- fahren mit vorheriger Veröf- fentlichung einer Bekanntma- chung und direktes Verhandlungsverfahren mit vorherigem Aufruf zum Wettbewerb	Verhandlungsverfahren ohne vorherige Veröffentlichung einer Bekanntmachung und Verhandlungsverfahren ohne vorherigen Aufruf zum Wett- bewerb
Bau- und Arbeitsleistungen	250.000 EUR ausschl. MwSt.	125.000 EUR ausschl. MwSt.	62.000 EUR ausschl. MwSt.
Lieferungen und Dienstleistungen	200.000 EUR ausschl. MwSt.	62.000 EUR ausschl. MwSt.	31.000 EUR ausschl. MwSt.

b. die Änderung der Bedingungen dieser öffentlichen Bau-, Liefer- oder Dienstleistungsaufträge, die wenigstens zehn Prozent des ursprünglichen Betrags des Auftrags betrifft;

c. die Änderung der Bedingungen dieser öffentlichen Bau-, Liefer- oder Dienstleistungsaufträge, dessen Betrag zusammen mit den Beträgen der aufeinanderfolgenden Änderungen wenigstens zehn Prozent des ursprünglichen Betrags des Auftrags betrifft;

d. die Einrichtung und der Beitritt zu einer zentralen Beschaffungsstelle;

e. die Vergabe eines öffentlichen Auftrags über ein Darlehen an einen Wirtschaftsteilnehmer, unabhängig davon, ob es mit der Ausgabe, dem Kauf, der Veräußerung und der Übertragung von Wertpapieren oder anderen Finanzinstrumenten verbunden ist, deren Gesamtvergütung des Dienstleistungserbringers 200.000 EUR übersteigt oder nicht;

f. die Vergabe einer Dienstleistungsaufgabe durch den öffentlichen Auftraggeber an einen anderen öffentlichen Auftraggeber oder eine Vereinigung von öffentlichen Auftraggebern auf der Grundlage eines ausschließlichen Rechts, das ihnen nach den veröffentlichten Rechts- und Verwaltungsvorschriften zusteht;

g. die Vergabe eines öffentlichen Auftrags, der mit einer juristischen Person des privaten oder öffentlichen Rechts im Rahmen einer internen Kontrolle im Sinne des Gesetzes vom 17. Juni 2016 über die öffentlichen Aufträge abgeschlossen wurde;

h. die Vergabe eines mit einem anderen öffentlichen Auftraggeber abgeschlossenen Auftrags in Form einer nicht institutionalisierten horizontalen Zusammenarbeit im Sinne des Gesetzes vom 17. Juni 2016 über die öffentlichen Aufträge;";

c) in Ziffer 7 wird das Wort "körperlichen" durch das Wort "ursprünglichen" ersetzt;

d) Ziffer 9 wird aufgehoben;

e) der Artikel wird durch eine Ziffer 10 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"10° was die Handlungen im Rahmen der Konzessionen betrifft:

a. die Vergabe einer Dienstleistungs- oder Baukonzession;

b. die Änderung einer Dienstleistungs- oder Baukonzession."

**Art. 25 - Artikel L3122-3bis** desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 28. April 2014, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. L3122-3bis - § 1. In den Interkommunalen kann die Regierung einen Kontrollbeauftragten benennen.

Die Regierung bestimmt die Regeln für die Bezeichnung sowie das Verwaltungs- und Besoldungsstatut des Beauftragten. Die Bestimmungen des Verwaltungsstatuts umfassen Bestimmungen über Unvereinbarkeiten und Interessenkonflikte.

Unbeschadet der Möglichkeit, das Amt des Kontrollbeauftragten jederzeit zu beenden, kann die Regierung den Kontrollbeauftragten, nachdem sie ihn angehört hat, in folgenden Fällen entlassen:

1° wenn er wissentlich eine Handlung verübt hat, die mit der Aufgabe oder dem Gesellschaftszweck des Organs unvereinbar ist;

2° wenn er sich eines schwerwiegenden Fehlers oder einer groben Fahrlässigkeit bei der Ausübung seiner Aufgaben schuldig gemacht hat;

3° wenn er im Laufe ein und desselben Jahres bei mehr als drei ordnungsgemäß einberufenen Versammlungen, bei denen seine Anwesenheit erforderlich ist, ohne Rechtfertigung abwesend ist;

4° wenn er die von der Regierung festgelegten Bedingungen nicht mehr erfüllt.

Bei seiner Anhörung kann sich der Kontrollbeauftragte von der Person seiner Wahl beistehen lassen.

§ 2. Die Aufgabe des Kontrollbeauftragten besteht darin, anlässlich der Versammlungen der Verwaltungsorgane der Interkommunale vor Ort eine Kontrolle der Handlungen der Interkommunale durchzuführen.

Im Rahmen dieser Aufgabe kann er verlangen, dass er bei den Versammlungen, an denen er teilnimmt, angehört wird.

Der Kontrollbeauftragte wird zu allen Versammlungen der Verwaltungsorgane nach dem für die Einberufung der Mitglieder dieser Organe geltenden Verfahren eingeladen.

Er kann die Übermittlung der von ihm genannten Beschlüsse zusammen mit den entsprechenden Belegen verlangen.

Der Kontrollbeauftragte kann bei der Aufsichtsbehörde eine Untersuchung über jede Entscheidung der Interkommunale beantragen. Die Aufsichtsbehörde entscheidet nach den Regeln der Artikel L3111-1 bis L3132-2 des vorliegenden Kodex.

Der Kontrollbeauftragte erstattet der Aufsichtsbehörde mindestens einmal pro Jahr Bericht.

§ 3. Unbeschadet der vorangeführten Bestimmungen darf der Kontrollbeauftragte keine Informationen, von denen er im Rahmen seiner Aufgaben Kenntnis erlangt hat, verwenden oder verbreiten, wenn die Verwendung oder Verbreitung dieser Informationen den Interessen des Organs schaden kann.“

**Art. 26** - In Artikel L3122-4 Ziffer 1 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 22. November 2007 wird das Wort "körperliche" durch das Wort "ursprüngliche" ersetzt.

**Art. 27** - In Artikel L3131-1 § 4 desselben Kodex, abgeändert durch das Dekret vom 22. November 2007, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Ziffer 2 wird aufgehoben;

b) in Ziffer 4 wird die Wortfolge "und der Projektvereinigungen" aufgehoben;

c) der Paragraph wird durch eine Ziffer 6 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"6° die Gründungsurkunde der Projektvereinigungen sowie die Änderungen ihrer Satzungen.“

**Art. 28** - Artikel L3133-3 dessen Kodex wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. L3133-3 - Jeder Beschluss über die Absetzung oder die Entlassung von Amts wegen wird zusammen mit den entsprechenden Belegen und dem Nachweis der Mitteilung der Entscheidung an die betreffende Person von der Gemeinde an die Regierung übermittelt. Wird die vollständige Akte nicht übermittelt, kann der Beschluss nicht ausgeführt werden.

Das betreffende Personalmitglied verfügt über eine Frist von dreißig Tagen ab dem Datum der Notifizierung des oben genannten Beschlusses, um eine Klage auf Nichtigerklärung bei der Regierung einzureichen.

Wird nach Ablauf dieser Frist keine Klage eingereicht, so verfügt die Regierung über dreißig Tage, um über die Nichtigerklärung zu entscheiden.

Reicht das Personalmitglied eine Klage ein, so übermittelt die Verwaltung diese der Gemeindebehörde. Diese verfügt über eine Frist von fünfzehn Tagen ab dem Datum der Klagemitteilung, um der Regierung ihre Bemerkungen vorzubringen. Sobald sie die Bemerkungen erhalten hat, beschließt die Regierung innerhalb der in Artikel L3122-6 vorgesehenen Fristen. Gehen keine Bemerkungen ein, beginnt die der Regierung gesetzte Frist für die Beschlussfassung mit dem Ende der vorgenannten Frist von fünfzehn Tagen.“

**Art. 29** - Artikel L3133-3/1 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 22. Juli 2010, wird aufgehoben.

**Art. 30** - In Teil III, Buch 1 desselben Kodex wird der Titel IV "Besondere Genehmigungsaufsicht über die einzelgemeindlichen und mehrgemeindlichen Polizeizonen", der die Artikel L3141-1 bis L3143-3 umfasst, aufgehoben.

**Art. 31** - In Artikel L3161-4 Absatz 1 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 13. März 2014, werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) Ziffer 1 wird durch das Folgende ersetzt:

"1° was die Handlungen im Rahmen der öffentlichen Aufträge betrifft:

a. die Vergabe von öffentlichen Bau-, Liefer- oder Dienstleistungsaufträgen über einen Betrag, der die in der nachstehenden Tabelle festgelegten Beträge übersteigt;

	Offenes Verfahren	Beschränktes Verfahren/ Verhandlungsverfahren und Verhandlungsverfahren mit vorherigem Aufruf zum Wettbewerb/ direktes Verhandlungsver- fahren mit vorheriger Veröf- fentlichung einer Bekanntma- chung und direktes Verhandlungsverfahren mit vorherigem Aufruf zum Wettbewerb	Verhandlungsverfahren ohne vorherige Veröffentlichung einer Bekanntmachung und Verhandlungsverfahren ohne vorherigen Aufruf zum Wett- bewerb
Bau- und Arbeitsleis- tungen	250.000 EUR aussch. MwSt.	125.000 EUR aussch. MwSt.	62.000 EUR aussch. MwSt.
Lieferungen und Dienst- leistungen	200.000 EUR aussch. MwSt.	62.000 EUR aussch. MwSt.	31.000 EUR aussch. MwSt.

b. die Änderung der Bedingungen dieser öffentlichen Bau-, Liefer- oder Dienstleistungsaufträge nach Buchstabe a), die wenigstens zehn Prozent des ursprünglichen Betrags des Auftrags betrifft;

c. die Änderung der Bedingungen dieser öffentlichen Bau-, Liefer- oder Dienstleistungsaufträge nach Buchstabe a), dessen Betrag zusammen mit den Beträgen der aufeinanderfolgenden Änderungen wenigstens zehn Prozent des ursprünglichen Betrags des Auftrags betrifft;

Das gleichlautende Gutachten des zugelassenen repräsentativen Organs wird den Beratungen über die Vergabe eines öffentlichen Bauauftrags, der Arbeiten an Kultgebäuden betrifft beigefügt;

d. die Einrichtung und der Beitritt zu einer zentralen Beschaffungsstelle;

e. die Vergabe eines öffentlichen Auftrags über ein Darlehen an einen Wirtschaftsteilnehmer, unabhängig davon, ob es mit der Ausgabe, dem Kauf, der Veräußerung und der Übertragung von Wertpapieren oder anderen Finanzinstrumenten verbunden ist, deren Gesamtvergütung des Dienstleistungserbringers 200.000 EUR übersteigt oder nicht;

f. die Vergabe einer Dienstleistungsaufgabe durch den öffentlichen Auftraggeber an einen anderen öffentlichen Auftraggeber oder eine Vereinigung von öffentlichen Auftraggebern auf der Grundlage eines ausschließlichen Rechts, das ihnen nach den veröffentlichten Rechts- und Verwaltungsvorschriften zusteht;

g. die Vergabe eines öffentlichen Auftrags, der mit einer juristischen Person des privaten oder öffentlichen Rechts im Rahmen einer internen Kontrolle im Sinne des Gesetzes vom 17. Juni 2016 über die öffentlichen Aufträge abgeschlossen wurde;

h. die Vergabe eines mit einem anderen öffentlichen Auftraggeber abgeschlossenen Auftrags in Form einer nicht institutionalisierten horizontalen Zusammenarbeit im Sinne des Gesetzes vom 17. Juni 2016 über die öffentlichen Aufträge;“;

b) Ziffer 2 wird durch die Wortfolge „, und zwar ungeachtet der Eigenschaft des Vertragspartners“ ergänzt;

c) Absatz 1 wird durch eine Ziffer 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"5° was die Handlungen im Rahmen der Konzessionen betrifft:

a. die Vergabe einer Dienstleistungs- oder Baukonzession;

b. die Änderung einer Dienstleistungs- oder Baukonzession.“

**Art. 32** - In Artikel L3161-8 Absatz 1 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 13. März 2014, werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) Ziffer 1 wird durch das Folgende ersetzt:

“1° was die Handlungen im Rahmen der öffentlichen Aufträge betrifft:

a. die Vergabe von öffentlichen Bau-, Liefer- oder Dienstleistungsaufträgen über einen Betrag, der die in der nachstehenden Tabelle festgelegten Beträge übersteigt;

	Offenes Verfahren	Beschränktes Verfahren/ Verhandlungsverfahren und Verhandlungsverfahren mit vorherigem Aufruf zum Wettbewerb/ direktes Verhandlungsver- fahren mit vorheriger Veröf- fentlichung einer Bekanntma- chung und direktes Verhandlungsverfahren mit vorherigem Aufruf zum Wettbewerb	Verhandlungsverfahren ohne vorherige Veröffentlichung einer Bekanntmachung und Verhandlungsverfahren ohne vorherigen Aufruf zum Wett- bewerb
Bau- und Arbeitsleis- tungen	250.000 EUR ausschl. MwSt.	125.000 EUR ausschl. MwSt.	62.000 EUR ausschl. MwSt.
Lieferungen und Dienst- leistungen	200.000 EUR ausschl. MwSt.	62.000 EUR ausschl. MwSt.	31.000 EUR ausschl. MwSt.

b. die Änderung der Bedingungen dieser öffentlichen Bau-, Liefer- oder Dienstleistungsaufträge, die wenigstens zehn Prozent des ursprünglichen Betrags des Auftrags betrifft;

c. die Änderung der Bedingungen dieser öffentlichen Bau-, Liefer- oder Dienstleistungsaufträge, dessen Betrag zusammen mit den Beträgen der aufeinanderfolgenden Änderungen wenigstens zehn Prozent des ursprünglichen Betrags des Auftrags betrifft;

Das gleichlautende Gutachten des zugelassenen repräsentativen Organs wird den Beratungen über die Vergabe eines öffentlichen Bauauftrags, der Arbeiten an Kultgebäuden betrifft beigefügt;

d. die Einrichtung und der Beitritt zu einer zentralen Beschaffungsstelle;

e. die Vergabe eines öffentlichen Auftrags über ein Darlehen an einen Wirtschaftsteilnehmer, unabhängig davon, ob es mit der Ausgabe, dem Kauf, der Veräußerung und der Übertragung von Wertpapieren oder anderen Finanzinstrumenten verbunden ist, deren Gesamtvergütung des Dienstleistungserbringers 200.000 EUR übersteigt oder nicht;

f. die Vergabe einer Dienstleistungsaufgabe durch den öffentlichen Auftraggeber an einen anderen öffentlichen Auftraggeber oder eine Vereinigung von öffentlichen Auftraggebern auf der Grundlage eines ausschließlichen Rechts, das ihnen nach den veröffentlichten Rechts- und Verwaltungsvorschriften zusteht;

g. die Vergabe eines öffentlichen Auftrags, der mit einer juristischen Person des privaten oder öffentlichen Rechts im Rahmen einer internen Kontrolle im Sinne des Gesetzes vom 17. Juni 2016 über die öffentlichen Aufträge abgeschlossen wurde;

h. die Vergabe eines mit einem anderen öffentlichen Auftraggeber abgeschlossenen Auftrags in Form einer nicht institutionalisierten horizontalen Zusammenarbeit im Sinne des Gesetzes vom 17. Juni 2016 über die öffentlichen Aufträge;“;

b) Absatz 1 wird durch eine Ziffer 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“5° was die Handlungen im Rahmen der Konzessionen betrifft:

a. die Vergabe einer Dienstleistungs- oder Baukonzession;

b. die Änderung einer Dienstleistungs- oder Baukonzession.“

**Art. 33** - In Artikel L4145-16 § 3 Absatz 1 desselben Kodex wird der Wortlaut “dem Provinzgouverneur” durch den Wortlaut “der Regionalverwaltung” ersetzt.

**Art. 34** - In Artikel L4146-1 Absatz 1 desselben Gesetzbuches werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° In Art. L4145-16, § 1 wird nach der Wortfolge “Die in Artikel L4145-16 erwähnten Unterlagen” die Wortfolge “betreffend die Wahl des Gemeinderates” eingefügt;

2° die Wortfolge “dem Generaldirektor der Provinz” durch den Wortlaut “der Regionalverwaltung” ersetzt.

**Art. 35** - In Artikel L4146-3 Absatz 2 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird die Wortfolge “das Provinzkollegium” durch die Wortfolge “der Gouverneur” ersetzt.

**Art. 36** - In Artikel L4146-5 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, werden die Wortfolgen “das Provinzkollegium” und “vom Provinzkollegium” jeweils durch die Wortfolgen “der Gouverneur” und “vom Gouverneur” ersetzt.

**Art. 37** - In Artikel L4146-6 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird die Wortfolge “das Provinzkollegium” durch die Wortfolge “der Gouverneur” und das Wort “es” durch das Wort “er” ersetzt.

**Art. 38** - In Artikel L4146-8 § 1 Absatz 2 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 1. Juni 2006 und abgeändert durch das Dekret vom 18. April 2013, wird die Wortfolge “dem Generaldirektor” durch die Wortfolge “dem Gouverneur” ersetzt.

**Art. 39** - Artikel L4146-9 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird wie folgt abgeändert:

1° die Wortfolge “das Provinzkollegium” wird durch die Wortfolge “der Gouverneur”, das Wort “es” durch das Wort “er” sowie das Wort “ihr” durch das Wort “ihm” ersetzt.

2° der Artikel wird durch folgenden Satz ergänzt:

“Alle Akten werden von der Regionalverwaltung geprüft.“

**Art. 40** - Artikel L4146-10 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

“Art. L4146-10 - Die Darstellung der Sache und die Verkündung der Beschlüsse erfolgen in öffentlicher Sitzung. Der Beschluss ist unter Gefahr der Nichtigkeit zu begründen.“



**Art. 41** - In Artikel L4146-12 § 1 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird die Wortfolge "das Provinzkollegium" durch die Wortfolge "der Gouverneur" ersetzt.

**Art. 42** - Artikel L4146-13 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 1. Juni 2006 und abgeändert durch das Dekret vom 21. November 2016, wird wie folgt abgeändert:

1° die Wortfolge "des Provinzkollegiums" wird durch die Wortfolge "des Gouverneurs" ersetzt.

2° die Wortfolge "Der Generaldirektor" wird durch die Wortfolge "Die Regionalverwaltung" ersetzt;

3° der Artikel wird zweiten Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt: "Des Weiteren wird der Beschluss wie auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht."

**Art. 43** - In Artikel L4146-14 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, werden die Wortfolgen "des Provinzkollegiums" und "das Provinzkollegium" jeweils durch die Wortfolgen "des Gouverneurs" und "der Gouverneur" ersetzt.

**Art. 44** - Artikel L4146-15 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 1. Juni 2006 und abgeändert durch das Dekret vom 18. April 2013, wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 wird die Wortfolge "des Provinzialkollegiums" jeweils durch die Wortfolge "des Gouverneurs" ersetzt;

2° in Absatz 1 wird die Wortfolge "der betreffenden Gemeinde" durch die Wortfolge "der Gemeinde von Comines-Warneton" ersetzt;

3° Absatz 2 wird durch folgende Bestimmung ersetzt: "Die Regionalverwaltung notifiziert den Entscheid des Staatsrates sofort je nach dem Fall dem Gemeinde- oder Sektorenrat."

**Art. 45** - Rechtsakte, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets verabschiedet wurden, unterliegen den zum Zeitpunkt ihrer Verabschiedung geltenden Aufsichtsregeln.

**Art. 46** - Jede Übertragung von Befugnissen im Bereich von öffentlichen Aufträgen oder Dienstleistungs- oder Baukonzessionen durch den Gemeinderat auf das Gemeindegremium, den Generaldirektor oder einen Beamten sowie durch den Provinzialrat auf das Provinzialkollegium, den Generaldirektor oder einen Beamten, die an dem Tag vor dem Inkrafttreten der Artikel 1 bis 14 des vorliegenden Dekrets bereits Bestand hatte, endet automatisch am letzten Tag des vierten Monats nach der Einsetzung des Gemeinderats oder des Provinzialrats nach den Wahlen vom 14. Oktober 2018.

**Art. 47** - Das vorliegende Dekret tritt 10 Tage nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 48** - In Abweichung von Artikel 47 treten die Artikel 1 bis 14, 23b) und 23e), 24b) und 24e), 31a) und 31c), 32a) und 32b) am 1. Februar 2019 und die Artikel 33 bis 44 am 14. Oktober 2018 in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 4. Oktober 2018

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit, den öffentlichen Dienst  
und die administrative Vereinfachung

A. GREOLI

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien,  
Beschäftigung und Ausbildung

P.-Y. JEHOLET

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität,  
Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen,

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus, Denkmalschutz,  
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen

V. DE BUE

—  
Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2017-2018

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1163 (2017-2018) Nrn. 1 bis 5.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 3. Oktober 2018.

Diskussion.

Abstimmung.

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/205187]

#### 4 OKTOBER 2018. — Decreet tot wijziging van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie met het oog op de hervorming van het toezicht op de lokale overheden (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

**Artikel 1.** Artikel L1222-3 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, vervangen door het decreet van 17 december 2015, wordt vervangen als volgt:

« Art. L1222-3. § 1. De gemeenteraad kiest de gunningsprocedure en stelt de voorwaarden van de overheidsopdrachten vast.

In gevallen van dringende noodzakelijkheid die voortvloeien uit niet te voorzien omstandigheden, kan het gemeentecollege, op eigen initiatief, de in lid één bedoelde bevoegdheden van de gemeenteraad uitoefenen, die er akte van neemt, op diens eerstvolgende zitting.

§ 2. De gemeenteraad kan zijn bevoegdheden, bedoeld in paragraaf 1, lid 1, overdragen aan het gemeentecollege, aan de directeur-generaal of aan een andere ambtenaar, onder uitsluiting van de financieel directeur, voor uitgaven die onder de gewone begroting vallen.

De overdracht aan de directeur-generaal of aan een andere ambtenaar wordt beperkt tot de overheidsopdrachten en de concessies met een bedrag lager dan 3.000 euro, BTW niet meegerekend.

§ 3. De gemeenteraad kan zijn bevoegdheden, bedoeld in paragraaf 1, lid 1, overdragen aan het gemeentecollege of aan de directeur-generaal voor uitgaven die onder de buitengewone begroting vallen.

De overdracht aan het gemeentecollege wordt beperkt tot de overheidsopdrachten met een bedrag lager dan:

1° 15.000 euro, BTW niet meegerekend, in de gemeenten van minder dan vijftien duizend inwoners;

2° 30.000 euro, BTW niet meegerekend, in de gemeenten van vijftien duizend tot negenenveertig duizend negenhonderd negenennegentig inwoners;

3° 60.000 euro, BTW niet meegerekend, in de gemeenten van vijftig duizend inwoners en meer.

De overdracht aan de directeur-generaal wordt beperkt tot de overheidsopdrachten met een bedrag lager dan 1.500 euro, BTW niet meegerekend.

§ 4. Iedere overdracht toegekend door de gemeenteraad wordt van rechtswege beëindigd, de laatste dag van de vierde maand volgend op de installatie van de gemeenteraad van de legislatuur volgend op die waarin de overdracht is toegekend.

§ 5. De Regering kan, telkens als de omstandigheden het verantwoorden, de bedragen bedoeld in de paragrafen 2 en 3 aanpassen. ».

**Art. 2.** Artikel L1222-4 van hetzelfde Wetboek, vervangen door het decreet van 17 december 2015, wordt vervangen als volgt:

« Art. L1222-4. § 1.

Het gemeentecollege leidt de procedure in, gunt de opdracht en zorgt voor de opvolging van de uitvoering ervan.

Het gemeentecollege kan de overheidsopdracht in de loop van de uitvoering ervan wijzigen.

§ 2. Bij overdracht van bevoegdheden van de gemeenteraad aan de directeur-generaal of aan een andere ambtenaar, overeenkomstig artikel L1222-3, § 2, worden de bevoegdheden van het gemeentecollege bedoeld in paragraaf 1 uitgeoefend door, respectievelijk, de directeur-generaal of de gemachtigd ambtenaar.

Bij overdracht van bevoegdheden van de gemeenteraad aan de directeur-generaal overeenkomstig artikel L1222-3, § 3, worden de bevoegdheden van het gemeentecollege bedoeld in paragraaf 1 uitgeoefend door de directeur-generaal.

§ 3. Bij overdracht van bevoegdheden van de gemeenteraad aan het gemeentecollege, aan de directeur-generaal of aan een andere ambtenaar, overeenkomstig artikel L1222-3, §§ 2 en 3, is de verplichting tot mededeling aan de gemeenteraad, bedoeld in paragraaf L1222-3, § 1, lid 2, niet van toepassing. ».

**Art. 3.** Artikel L1222-5 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 17 december 2015, wordt vervangen als volgt:

« Art. L1222-5. Bij overdracht van bevoegdheden van de gemeenteraad aan een andere ambtenaar dan de directeur-generaal overeenkomstig de artikelen L1222-3, § 2, L1222-6, § 2, en L1222-7, § 3, is artikel L1125-10, lid 1, 1°, van toepassing op de gemachtigd ambtenaar. ».

**Art. 4.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel L1222-6 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. L1222-6. § 1.

De gemeenteraad beslist, een samengevoegde overheidsopdracht te gebruiken, wijst, in voorkomend geval, de aanbestedende overheid aan die in opdracht van de andere aanbestedende overheden zal handelen en neemt, in voorkomend geval, de overeenkomst aan die de samengevoegde overheidsopdracht regelt.

In gevallen van dringende noodzakelijkheid die voortvloeien uit niet te voorziene omstandigheden, kan het gemeentecollege, op eigen initiatief, de in lid één bedoelde bevoegdheden van de gemeenteraad uitoefenen. Zijn beslissing wordt medegedeeld aan de gemeenteraad, die er akte van neemt, op diens eerstvolgende zitting.

§ 2. De gemeenteraad kan zijn bevoegdheden, bedoeld in paragraaf 1, lid 1, overdragen aan het gemeentecollege, aan de directeur-generaal of aan een andere ambtenaar, onder uitsluiting van de financieel directeur, voor uitgaven die onder de gewone begroting vallen.

De overdracht aan de directeur-generaal of aan een andere ambtenaar wordt beperkt tot de samengevoegde overheidsopdrachten met een bedrag lager dan 3.000 euro, BTW niet meegerekend.

§ 3. De gemeenteraad kan zijn bevoegdheden, bedoeld in paragraaf 1, lid 1, overdragen aan het gemeentecollege of aan de directeur-generaal voor uitgaven die onder de buitengewone begroting vallen.

De overdracht aan het gemeentecollege wordt beperkt tot de samengevoegde overheidsopdrachten met een bedrag lager dan:

1° 15.000 euro, BTW niet meegerekend, in de gemeenten van minder dan vijftien duizend inwoners;

2° 30.000 euro, BTW niet meegerekend, in de gemeenten van vijftien duizend tot negenenveertig duizend negenhonderd negenennegentig inwoners;

3° 60.000 euro, BTW niet meegerekend, in de gemeenten van vijftig duizend inwoners en meer.

De overdracht aan de directeur-generaal wordt beperkt tot de samengevoegde overheidsopdrachten met een bedrag lager dan 1.500 euro, BTW niet meegerekend.

§ 4. Iedere overdracht toegekend door de gemeenteraad wordt van rechtswege beëindigd, de laatste dag van de vierde maand volgend op de installatie van de gemeenteraad van de legislatuur volgend op die waarin de overdracht is toegekend.

§ 5. Bij overdracht van bevoegdheden van de gemeenteraad aan het gemeentecollege, aan de directeur-generaal of aan een andere ambtenaar overeenkomstig de paragrafen 2 en 3, is de verplichting tot mededeling aan de gemeenteraad, bedoeld in paragraaf 1, lid 2, niet van toepassing.

§ 6. In voorkomend geval neemt het gemeentecollege van de aanbestedende overheid akte van de gunning van de overheidsopdracht door de aangewezen aanbestedende overheid.

Bij overdracht van bevoegdheden van de gemeenteraad aan de directeur-generaal of aan een andere ambtenaar overeenkomstig paragraaf 2, wordt de bevoegdheid van het gemeentecollege bedoeld in lid 1 uitgeoefend door, respectievelijk, de directeur-generaal of de gemachtigd ambtenaar.

Bij overdracht van bevoegdheden van de gemeenteraad aan de directeur-generaal overeenkomstig paragraaf 3, worden de bevoegdheden van het gemeentecollege bedoeld in lid 1 uitgeoefend door de directeur-generaal.

§ 7. De Regering kan, telkens als de omstandigheden het verantwoorden, de bedragen bedoeld in de paragrafen 2 en 3 aanpassen. ».

**Art. 5.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel L1222-7 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. L1222-7. § 1.

De gemeenteraad beslist, aan te sluiten bij een aankoopcentrale.

§ 2. De gemeenteraad bepaalt de behoeften in termen van werken, leveringen of diensten en beslist, een beroep te doen op de aankoopcentrale waarbij hij aangesloten is om aan die behoeften te voldoen.

In gevallen van dringende noodzakelijkheid die voortvloeien uit niet te voorziene omstandigheden, kan het gemeentecollege, op eigen initiatief, de in lid één bedoelde bevoegdheden van de gemeenteraad uitoefenen. Zijn beslissing wordt medegedeeld aan de gemeenteraad, die er akte van neemt, op diens eerstvolgende zitting.

§ 3. De gemeenteraad kan zijn bevoegdheden, bedoeld in paragraaf 2, lid 1, overdragen aan het gemeentecollege, aan de directeur-generaal of aan een andere ambtenaar, onder uitsluiting van de financieel directeur, voor uitgaven die onder de gewone begroting vallen.

De overdracht aan de directeur-generaal of aan een andere ambtenaar wordt beperkt tot de bestellingen met een bedrag lager dan 3.000 euro, BTW niet meegerekend.

§ 4. De gemeenteraad kan zijn bevoegdheden, bedoeld in paragraaf 2, lid 1, overdragen aan het gemeentecollege of aan de directeur-generaal voor uitgaven die onder de buitengewone begroting vallen.

De overdracht aan het gemeentecollege wordt beperkt tot de bestellingen met een bedrag lager dan:

1° 15.000 euro, BTW niet meegerekend, in de gemeenten van minder dan vijftien duizend inwoners;

2° 30.000 euro, BTW niet meegerekend, in de gemeenten van vijftien duizend tot negenenveertig duizend negenhonderd negenennegentig inwoners;

3° 60.000 euro, BTW niet meegerekend, in de gemeenten van vijftig duizend inwoners en meer.

De overdracht aan de directeur-generaal wordt beperkt tot de bestellingen met een bedrag lager dan 1.500 euro, BTW niet meegerekend.

§ 5. Iedere overdracht toegekend door de gemeenteraad wordt van rechtswege beëindigd, de laatste dag van de vierde maand volgend op de installatie van de gemeenteraad van de legislatuur volgend op die waarin de overdracht is toegekend.

§ 6. Bij overdracht van bevoegdheden van de gemeenteraad aan het gemeentecollege, aan de directeur-generaal of aan een andere ambtenaar overeenkomstig de paragrafen 3 en 4, is de verplichting tot mededeling aan de gemeenteraad, bedoeld in paragraaf 2, lid 2, niet van toepassing.

§ 7. De gemeenteraad plaatst de bestelling en zorgt voor de opvolging van de uitvoering ervan.

Bij overdracht van bevoegdheden van de gemeenteraad aan de directeur-generaal of aan een andere ambtenaar, overeenkomstig paragraaf 3, worden de bevoegdheden van het gemeentecollege bedoeld in lid 1 uitgeoefend door, respectievelijk, de directeur-generaal of de gemachtigd ambtenaar.

Bij overdracht van bevoegdheden van de gemeenteraad aan de directeur-generaal overeenkomstig paragraaf 4, worden de bevoegdheden van het gemeentecollege bedoeld in lid 1 uitgeoefend door de directeur-generaal.

§ 8. De Regering kan, telkens als de omstandigheden het verantwoorden, de bedragen bedoeld in de paragrafen 3 en 4 aanpassen. ».

**Art. 6.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel L1222-8 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. L1222-8. § 1.

De gemeenteraad beslist over het beginsel van de concessie van diensten of werken, stelt de voorwaarden en de nadere regels vast van de gunningsprocedure en neemt de clausules ter regeling van de concessie aan.

In gevallen van dringende noodzakelijkheid die voortvloeien uit niet te voorziene omstandigheden, kan het gemeentecollege, op eigen initiatief, de in lid één bedoelde bevoegdheden van de gemeenteraad uitoefenen. Zijn beslissing wordt medegedeeld aan de gemeenteraad, die er akte van neemt, op diens eerstvolgende zitting.

§ 2. De gemeenteraad kan zijn bevoegdheden, bedoeld in paragraaf 1, lid 1, overdragen aan het gemeentecollege voor concessies van diensten of werken met een waarde lager dan 250.000 euro, BTW niet meegerekend.

De waarde van de concessie komt overeen met het geraamde bedrag van het omzetcijfer dat de concessiehouder moet bereiken, vermenigvuldigd met het aantal jaren van de concessie.

Iedere overdracht toegekend door de gemeenteraad wordt van rechtswege beëindigd, de laatste dag van de vierde maand volgend op de installatie van de gemeenteraad van de legislatuur volgend op die waarin de overdracht is toegekend.

§ 3. Bij overdracht van bevoegdheden van de gemeenteraad aan het gemeentecollege, overeenkomstig paragraaf 2, is de verplichting tot mededeling aan de gemeenteraad, bedoeld in paragraaf 1, lid 2, niet van toepassing.

§ 4. De Regering kan, telkens als de omstandigheden het verantwoorden, het bedrag bedoeld in paragraaf 2 aanpassen. ».

**Art. 7.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel L1222-9 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. L1222-9.

Het gemeentecollege leidt de procedure in, gunt de concessie voor aanneming van werken of diensten en volgt de uitvoering ervan op.

Het gemeentecollege kan de concessie in de loop van de uitvoering ervan wijzigen.”.

**Art. 8.** Artikel L2222-2 van hetzelfde Wetboek, vervangen door het decreet van 17 december 2015, wordt vervangen als volgt:

”Art. L2222-2. § 1. De provincieraad kiest de gunningsprocedure en stelt de voorwaarden van de overheidsopdrachten vast.

In gevallen van dringende noodzakelijkheid die voortvloeien uit niet te voorziene omstandigheden, kan het provinciecollege, op eigen initiatief, de in lid één bedoelde bevoegdheden van de provincieraad uitoefenen. Zijn beslissing wordt medegedeeld aan de provincieraad, die er akte van neemt, op diens eerstvolgende zitting.

§ 2. De provincieraad kan zijn bevoegdheden, bedoeld in paragraaf 1, lid 1, overdragen aan het provinciecollege, aan de directeur-generaal of aan een andere ambtenaar, onder uitsluiting van de financieel directeur, voor uitgaven die onder de gewone begroting vallen.

De overdracht aan de directeur-generaal of aan een andere ambtenaar wordt beperkt tot de overheidsopdrachten met een bedrag lager dan 8.500 euro, BTW niet meegerekend.

§ 3. De provincieraad kan zijn bevoegdheden, bedoeld in paragraaf 1, lid 1, overdragen aan het provinciecollege of aan de directeur-generaal voor uitgaven die onder de buitengewone begroting vallen.

De overdracht aan het provinciecollege wordt beperkt tot de overheidsopdrachten met een bedrag lager dan 144.000 euro, BTW niet meegerekend.

De overdracht aan de directeur-generaal wordt beperkt tot de overheidsopdrachten met een bedrag lager dan 3.000 euro, BTW niet meegerekend.

§ 4. Iedere overdracht toegekend door de provincieraad wordt van rechtswege beëindigd, de laatste dag van de vierde maand volgend op de installatie van de provincieraad van de legislatuur volgend op die waarin de overdracht is toegekend.

§ 5. De Regering kan, telkens als de omstandigheden het verantwoorden, de bedragen bedoeld in de paragrafen 2 en 3 aanpassen. ».

**Art. 9.** Artikel L2222-2*bis* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 17 december 2015, wordt vervangen als volgt:

"Art. L2222-2*bis*. § 1. Het provinciecollege leidt de procedure in, gunt de opdracht en zorgt voor de opvolging van de uitvoering ervan.

Het provinciecollege kan de overheidsopdracht in de loop van de uitvoering ervan wijzigen.

§ 2. Bij overdracht van bevoegdheden van de provincieraad aan de directeur-generaal of aan een andere ambtenaar, overeenkomstig artikel L2222-2, § 2, worden de bevoegdheden van het provinciecollege bedoeld in paragraaf 1 uitgeoefend door, respectievelijk, de directeur-generaal of de gemachtigd ambtenaar.

Bij overdracht van bevoegdheden van de provincieraad aan de directeur-generaal, overeenkomstig artikel L2222-2, § 3, worden de bevoegdheden van het provinciecollege bedoeld in paragraaf 1 uitgeoefend door de directeur-generaal.

§ 3. Bij overdracht van bevoegdheden van de provincieraad aan het provinciecollege, aan de directeur-generaal of aan een andere ambtenaar, overeenkomstig artikel L2222-2, §§ 2 en 3, is de verplichting tot mededeling aan de provincieraad, bedoeld in paragraaf L2222-2, § 1, lid 2, niet van toepassing. ».

**Art. 10.** Artikel L2222-2*ter* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 17 december 2015, wordt vervangen als volgt:

"Art. L2222-2*ter*. Bij overdracht van bevoegdheden van de provincieraad aan een andere ambtenaar dan de directeur-generaal overeenkomstig de artikelen L1222-2, § 2, L2222-2*quater*, § 2, en L2222-2*quinquies*, § 3, is artikel L2212-78, lid 1, 2<sup>o</sup>, van toepassing op de gemachtigd ambtenaar."

**Art. 11.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel L2222-2*quater* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. L2222-2*quater*. § 1.

De provincieraad beslist, een samengevoegde overheidsopdracht te gebruiken, wijst, in voorkomend geval, de aanbestedende overheid aan die in opdracht van de andere aanbestedende overheden zal handelen en neemt, in voorkomend geval, de overeenkomst aan die de samengevoegde overheidsopdracht regelt.

In gevallen van dringende noodzakelijkheid die voortvloeien uit niet te voorziene omstandigheden, kan het provinciecollege, op eigen initiatief, de in lid één bedoelde bevoegdheden van de provincieraad uitoefenen. Zijn beslissing wordt medegedeeld aan de provincieraad, die er akte van neemt, op diens eerstvolgende zitting.

§ 2. De provincieraad kan zijn bevoegdheden, bedoeld in paragraaf 1, lid 1, overdragen aan het provinciecollege, aan de directeur-generaal of aan een andere ambtenaar, onder uitsluiting van de financieel directeur, voor uitgaven die onder de gewone begroting vallen.

De overdracht aan de directeur-generaal of aan een andere ambtenaar wordt beperkt tot de samengevoegde overheidsopdrachten met een bedrag lager dan 8.500 euro, BTW niet meegerekend.

§ 3. De provincieraad kan zijn bevoegdheden, bedoeld in paragraaf 1, lid 1, overdragen aan het provinciecollege of aan de directeur-generaal voor uitgaven die onder de buitengewone begroting vallen.

De overdracht aan het provinciecollege wordt beperkt tot de overheidsopdrachten met een bedrag lager dan 144.000 euro, BTW niet meegerekend.

De overdracht aan de directeur-generaal wordt beperkt tot de samengevoegde overheidsopdrachten met een bedrag lager dan 3.000 euro, BTW niet meegerekend.

§ 4. Iedere overdracht toegekend door de provincieraad wordt van rechtswege beëindigd, de laatste dag van de vierde maand volgend op de installatie van de provincieraad van de legislatuur volgend op die waarin de overdracht is toegekend.

§ 5. In voorkomend geval neemt het provinciecollege van de vertegenwoordigde aanbestedende overheid akte van de gunning van de overheidsopdracht door de aangewezen aanbestedende overheid.

Bij overdracht van bevoegdheden van de provincieraad aan de directeur-generaal of aan een andere ambtenaar, overeenkomstig paragraaf 2, wordt de bevoegdheid van het provinciecollege bedoeld in lid 1 uitgeoefend door de directeur-generaal of de gemachtigd ambtenaar.

Bij overdracht van bevoegdheden van de gemeenteraad aan de directeur-generaal overeenkomstig paragraaf 3, wordt de bevoegdheid van het provinciecollege bedoeld in lid 1 uitgeoefend door de directeur-generaal.

§ 6. Bij overdracht van bevoegdheden van de provincieraad aan het provinciecollege, aan de directeur-generaal of aan een andere ambtenaar, overeenkomstig de paragrafen 2 en 3, is de verplichting tot mededeling aan de provincieraad, bedoeld in paragraaf 1, lid 2, niet van toepassing.

§ 7. De Regering kan, telkens als de omstandigheden het verantwoorden, de bedragen bedoeld in de paragrafen 2 en 3 aanpassen. ».

**Art. 12.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel L2222-2*quinquies* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. L2222-2*quinquies*. § 1.

De provincieraad beslist, aan te sluiten bij een aankoopcentrale.

§ 2. De provincieraad bepaalt de behoeften in termen van werken, leveringen of diensten en beslist, een beroep te doen op de aankoopcentrale waarbij hij aangesloten is om aan die behoeften te voldoen.

In gevallen van dringende noodzakelijkheid die voortvloeien uit niet te voorziene omstandigheden, kan het provinciecollege, op eigen initiatief, de in lid één bedoelde bevoegdheden van de provincieraad uitoefenen. Zijn beslissing wordt medegedeeld aan de provincieraad, die er akte van neemt, op diens eerstvolgende zitting.

§ 3. De provincieraad kan zijn bevoegdheden, bedoeld in paragraaf 2, lid 1, overdragen aan het provinciecollege, aan de directeur-generaal of aan een andere ambtenaar, onder uitsluiting van de financieel directeur, voor uitgaven die onder de gewone begroting vallen.

De overdracht aan de directeur-generaal of aan een andere ambtenaar wordt beperkt tot de bestellingen met een bedrag lager dan 8.500 euro, BTW niet meegerekend.

§ 4. De provincieraad kan zijn bevoegdheden, bedoeld in paragraaf 2, lid 1, overdragen aan het provinciecollege of aan de directeur-generaal voor uitgaven die onder de buitengewone begroting vallen.

De overdracht aan het provinciecollege wordt beperkt tot de overheidsopdrachten met een bedrag lager dan 144.000 euro, BTW niet meegerekend.

De overdracht aan de directeur-generaal wordt beperkt tot de bestellingen met een bedrag lager dan 3.000 euro, BTW niet meegerekend.

§ 5. Iedere overdracht toegekend door de provincieraad wordt van rechtswege beëindigd, de laatste dag van de vierde maand volgend op de installatie van de provincieraad van de legislatuur volgend op die waarin de overdracht is toegekend.

§ 6. Het provinciecollege plaatst de bestelling en zorgt voor de opvolging van de uitvoering ervan.

Bij overdracht van bevoegdheden van de provincieraad aan de directeur-generaal of aan een andere ambtenaar, overeenkomstig paragraaf 3, worden de bevoegdheden van het provinciecollege bedoeld in lid 1 uitgeoefend door, respectievelijk, de directeur-generaal of de gemachtigd ambtenaar.

Bij overdracht van bevoegdheden van de provincieraad aan de directeur-generaal overeenkomstig paragraaf 4, worden de bevoegdheden van het provinciecollege bedoeld in lid 1 uitgeoefend door de directeur-generaal.

§ 7. Bij overdracht van bevoegdheden van de provincieraad aan het provinciecollege, aan de directeur-generaal of aan een andere ambtenaar, overeenkomstig de paragrafen 3 en 4, is de verplichting tot mededeling aan de provincieraad, bedoeld in paragraaf 2, lid 2, niet van toepassing.

§ 8. De Regering kan, telkens als de omstandigheden het verantwoorden, de bedragen bedoeld in de paragrafen 3 en 4 aanpassen. ».

**Art. 13.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel L2222-2*sexies* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. L2222-2*sexies*. § 1.

De provincieraad beslist over het beginsel van de concessie van diensten of werken, stelt de voorwaarden en de nadere regels vast van de gunningsprocedure en neemt de clausules ter regeling van de concessie aan.

In gevallen van dringende noodzakelijkheid die voortvloeien uit niet te voorzien omstandigheden, kan het provinciecollege, op eigen initiatief, de in lid één bedoelde bevoegdheden van de provincieraad uitoefenen. Zijn beslissing wordt medegedeeld aan de provincieraad, die er akte van neemt, op diens eerstvolgende zitting.

§ 2. De provincieraad kan zijn bevoegdheden, bedoeld in paragraaf 1, lid 1, overdragen aan het provinciecollege voor concessies van diensten of werken met een waarde lager dan 250.000 euro, BTW niet meegerekend.

De waarde van de concessie komt overeen met het geraamde bedrag van het omzetcijfer dat de concessiehouder moet bereiken, vermenigvuldigd met het aantal jaren van de concessie.

Iedere overdracht toegekend door de provincieraad wordt van rechtswege beëindigd, de laatste dag van de vierde maand volgend op de installatie van de provincieraad van de legislatuur volgend op die waarin de overdracht is toegekend.

§ 3. Bij overdracht van bevoegdheden van de provincieraad aan het provinciecollege, overeenkomstig paragraaf 2, lid 1, is de verplichting tot mededeling aan de provincieraad, bedoeld in paragraaf 1, lid 2, niet van toepassing.

§ 4. De Regering kan, telkens als de omstandigheden het verantwoorden, het bedrag bedoeld in paragraaf 2 aanpassen. ».

**Art. 14.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel L2222-2*septies* ingevoegd, luidend als volgt:

« Art. L2222-2*septies*.

Het provinciecollege leidt de procedure in, gunt de concessie voor aanneming van werken of diensten en volgt de uitvoering ervan op.

Het provinciecollege kan de concessie in de loop van de uitvoering ervan wijzigen.”.

**Art. 15.** In hetzelfde Wetboek, artikel L3111-1, § 1, vervangen door het decreet van 22 november 2007 en gewijzigd bij de decreten van 13 maart 2014, 27 maart 2014 en 29 maart 2018, wordt een 9° ingevoegd, luidend als volgt:

« 9° over de lokale vzw's, bedoeld in artikel L5111-1, 18°. ».

**Art. 16.** In artikel L3111-2 van hetzelfde Wetboek wordt punt 1° vervangen door wat volgt:

“1° de administratie: hetzij, het Operationeel Directoraat-generaal Binnenlandse Aangelegenheden en Sociale Actie, hetzij het gemeentebestuur;”.

**Art. 17.** In artikel L3112-1 van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° het tweede lid wordt vervangen als volgt:

Het bestuur moet die behandelen voor rekening van de toezichhoudende overheid. Het kan, op eigen initiatief of op verzoek van de toezichhoudende overheid, zowel ter plaatse als per briefwisseling, alle akten, verantwoordingsstukken, inlichtingen en elementen laten verzamelen die nodig zijn om de akte te behandelen. »;

2° twee leden, luidend als volgt, worden ingevoegd tussen de leden 2 en 3 :

« De overheden bedoeld in artikel L3111-1, § 1, van dit Wetboek delen elke akte, elk verantwoordingsstuk, elke inlichting en elk gegeven mee die nodig zijn voor de behandeling van een akte binnen de dertig dagen van het door het bestuur aan hen gericht verzoek. Bij gebreke van antwoord richt het bestuur een herinneringsschrijven dat de instelling beantwoordt binnen de vijftien dagen na ontvangst ervan.

Als de overheid het schrijven onbeantwoord laat, kan de toezichhoudende overheid een gemachtigde aanwijzen die ermee belast wordt, ter plaatse de nuttige gegevens in te winnen.”.

**Art. 18.** In artikel L3113-1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden “of door het orgaan dat de erediens vertegenwoordigt” ingevoegd tussen de woorden “door de toezichhoudende overheid” en de woorden “ontvangen wordt.”.

**Art. 19.** In artikel L3113-2 van hetzelfde Wetboek vervalt het derde lid, gewijzigd bij het decreet van 22 november 2007.

**Art. 20.** In deel III, boek 1, titel 1, van hetzelfde Wetboek wordt een hoofdstuk VI/1 ingevoegd, luidend als volgt: « Controleopdrachten door de administratie ».

**Art. 21.** In hoofdstuk VI/1, ingevoegd bij artikel 20, wordt een artikel L3116/1-1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L3116/1-1. De Regering kan de administratie ermee belasten, binnen de overheden bedoeld in artikel L3111-1 controles inzake de wettelijkheid en de regelmatigheid van specifieke verrichtingen of onderzoeken naar het interne goed bestuur van de instelling uit te voeren.

De administratie kan te allen tijde alle stukken en inlichtingen, ongeaard de aard ervan, van de overheden, bedoeld in artikel L3111-1 die ze nuttig acht voor het voltooien van de opdrachten omschreven in lid 1 laten overmaken.

De administratie kan een controle ter plaatse organiseren in de overheden bedoeld in artikel L3111-1, en overeenkomstig lid 1.

De administratie stelt een verslag aan de Regering op, formuleert bemerkingen en, in voorkomend geval, aanbevelingen.

De administratie legt haar verslag aan de overheden bedoeld in artikel L3111-1 voor, die over een termijn van dertig dagen beschikken om hun bemerkingen en voorstellen inzake de uitvoering van de aanbevelingen te formuleren.”.

**Art. 22.** Artikel L3121-1 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 13 maart 2014, wordt vervangen als volgt:

“Art. L3121-1. Alle andere akten dan die bedoeld in de artikelen L3131-1 en L3162-1 vallen onder het algemene vernietigingsstoezicht.”.

**Art. 23.** In artikel L3122-2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 22 november 2007 en gewijzigd bij de decreten van 26 april 2012 en 31 januari 2013, worden volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 3° wordt opgeheven;

b) punt 4° wordt vervangen door hetgeen volgt:

"4° voor wat betreft de akten voor overheidsopdrachten:

a. de gunning van overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten met een bedrag hoger dan de bedragen vermeld in onderstaande tabel:

	Open procedure	Bepaalde procedure Mededingingsprocedure met onderhandeling en onderhandelde procedure met voorafgaandelijke oproep tot mededinging Rechtstreekse onderhandelde procedure met bekendmaking en rechtstreekse onderhandelde procedure met voorafgaandelijke oproep tot mededinging	Onderhandelde procedure zonder voorafgaandelijke bekendmaking en onderhandelde procedure zonder voorafgaandelijke oproep tot mededinging
Werken	250.000 EUR, BTW niet meegerekend	125.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND	62.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND
Leveringen en diensten	200.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND	62.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND	31.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND

b. de wijziging in de voorwaarden van deze overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten die het oorspronkelijke bedrag van de opdracht met minimum 10 % wijzigen;

c. de wijziging in de voorwaarden van die overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten waarvan het samengetelde bedrag van de opeenvolgende wijzigingen minimum 10 % van het oorspronkelijke bedrag van de overheidsopdracht wijzigt;

d. de oprichting van en de aansluiting bij een aankoopcentrale;

e. de gunning, aan een economische deelnemer van een overheidsopdracht voor een lening die al dan niet verband houdt met de uitgifte, de aankoop, de verkoop en de overdracht van effecten of andere financiële instrumenten waarvan het bedrag van de totale bezoldiging van de dienstverlener de 200.000 euro overschrijdt;

f. de gunning van een opdracht tot dienstverlening door de aanbestedende overheid aan een andere aanbestedende overheid of aan een vereniging van aanbestedende overheden, op grond van een exclusief recht waarvan laatstgenoemden genieten krachtens bekendgemaakte wetgevende, reglementaire of administratieve bepalingen;

g. de gunning van een overheidsopdracht, gegund met een rechtspersoon vallend onder het privaatsrecht of het publiek recht in het kader van een in-house-toezicht in de zin van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

h. de gunning van een overheidsopdracht, gesloten met een andere aanbestedende overheid in de vorm van een niet-geïstitutionaliseerde horizontale samenwerking in de zin van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

c) punt 6° wordt opgeheven;

d) onder 8° worden de woorden "of iedere individuele vervanging" opgeheven;

e) het artikel wordt aangevuld met een punt 9°, luidend als volgt :

"9° voor wat betreft de akten voor concessies:

a. de gunning van een concessie van diensten of werken;

b. de wijziging in een concessie van diensten of werken."

**Art. 24.** In artikel L3122-3 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 22 november 2007 en gewijzigd bij het decreet van 31 januari 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 3° wordt vervangen door wat volgt:

"3° de beslissingen van de algemene vergadering genomen op aanbeveling van het bezoldigingscomité;"

b) punt 4° wordt vervangen door hetgeen volgt:

"4° voor wat betreft de akten voor de toekenning van overheidsopdrachten:

a. de gunning van overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten met een bedrag hoger dan de bedragen vermeld in onderstaande tabel:

	Open procedure	Bepaalde procedure Mededingingsprocedure met onderhandeling en onderhandelde procedure met voorafgaandelijke oproep tot mededinging Rechtstreekse onderhandelde procedure met bekendmaking en rechtstreekse onderhandelde procedure met voorafgaandelijke oproep tot mededinging	Onderhandelde procedure zonder bekendmaking en onderhandelde procedure zonder voorafgaandelijke oproep tot mededinging
Werken	250.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND	125.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND	62.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND
Leveringen en diensten	200.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND	62.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND	31.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND

b. de wijziging in de voorwaarden van deze overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten die het oorspronkelijke bedrag van de opdracht met minimum 10 % wijzigen;

c. de wijziging in de voorwaarden van die overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten waarvan het samengetelde bedrag van de opeenvolgende wijzigingen minimum 10 % van het oorspronkelijke bedrag van de overheidsopdracht wijzigt;

d. de oprichting van en de aansluiting bij een aankoopcentrale;

e. de toewijzing, aan een economische deelnemer van een overheidsopdracht voor een lening die al dan niet verband houdt met de uitgifte, de aankoop, de verkoop en de overdracht van effecten of andere financiële instrumenten waarvan het bedrag van de totale bezoldiging van de dienstverlener de 200.000 euro overschrijdt;

f. de toewijzing van een opdracht tot dienstverlening door de aanbestedende overheid aan een andere aanbestedende overheid of aan een vereniging van aanbestedende overheden, op grond van een exclusief recht waarvan laatstgenoemden genieten krachtens bekendgemaakte wetgevende, reglementaire of administratieve bepalingen;

g. de gunning van een overheidsopdracht, gegund met een rechtspersoon vallend onder het privaatsrecht of het publiek recht in het kader van een in-house-toezicht in de zin van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

h. de gunning van een overheidsopdracht, gesloten met een andere aanbestedende overheid in de vorm van een niet-geïnstitutionaliseerde horizontale samenwerking in de zin van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

c) onder 7° wordt het woord "fysieke" vervangen door het woord "aanvankelijke";

d) punt 9° wordt opgeheven.

e) het artikel wordt aangevuld met een punt 10°, luidend als volgt :

"10° Voor wat betreft de akten voor concessies:

a. de gunning van een concessie van diensten of werken;

b. de wijziging in een concessie van diensten of werken."

**Art. 25.** Artikel L3122-3bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 28 april 2014, wordt vervangen als volgt:

"Art. L3122-3bis. § 1. In de intercommunales kan de Regering een afgevaardigde voor het toezicht aanwijzen.

De Regering legt de regels vast voor de aanwijzing en het administratieve en bezoldigingsstatuut van de afgevaardigde. Onder de bepalingen van het administratieve statuut worden bepalingen opgenomen, inzake de onverenigbaarheden en de belangenconflicten.

Onverminderd de mogelijkheid om elk ogenblik de opdrachten van de afgevaardigde voor het toezicht te beëindigen, kan de Regering na de afgevaardigde voor het toezicht te hebben gehoord, hem afzetten indien blijkt dat hij :

1° bewust een handeling gepleegd heeft die onverenigbaar is met de opdracht of het maatschappelijk doel van de instelling;

2° een fout of een ernstige nalatigheid begaan heeft in de uitoefening van zijn opdrachten;

3° in de loop van eenzelfde jaar zonder verantwoording afwezig is gebleven op drie gewone en regelmatig bijeengeroepen vergaderingen waarvoor zijn aanwezigheid is vereist;

4° de voorwaarden bepaald door de Regering niet meer vervult.

Bij zijn verhoor kan de afgevaardigde voor het toezicht bijgestaan worden door de persoon van zijn keuze.

§ 2. De afgevaardigde voor het toezicht heeft als opdracht de controle ter plaatse, naar aanleiding van de vergaderingen van de bestuursorganen van de intercommunale, van de akten van de intercommunale.

Op deze titel kan hij vragen, gehoord te worden tijdens de vergaderingen die hij bijwoont.

De afgevaardigde voor het toezicht wordt uitgenodigd op alle vergaderingen van de beheersorganen volgens de procedure die van toepassing is op de oproeping van de leden van die organen.

Hij kan eisen dat elk besluit dat hij vernoemt, samen met de bewijsstukken wordt overgemaakt.

De afgevaardigde voor het toezicht kan op elke beslissing van de intercommunale een onderzoek vragen van de toezichthoudende overheid. De toezichthoudende overheid beslist volgens de regels vastgesteld in de artikelen L3111-1 tot L3132-2 van dit Wetboek.

De afgevaardigde voor het toezicht brengt minstens één keer per jaar verslag uit bij de toezichthoudende overheid.

§ 3. Onverminderd hetgeen voorafgaat, mag de afgevaardigde voor het toezicht inlichtingen waarvan hij in het kader van zijn opdrachten kennis heeft genomen, niet gebruiken, noch verspreiden indien het gebruik of de verspreiding van die inlichtingen van dien aard is dat ze nadelig is voor de belangen van de instelling. ».

**Art. 26.** In artikel L3122-4, 1°, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 22 november 2007, wordt het woord "fysieke" vervangen door het woord "aanvankelijke".

**Art. 27.** Artikel L3131-1, § 4, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 22 november 2007, wordt gewijzigd als volgt:

a) punt 2° wordt opgeheven;

b) onder punt 4° worden de woorden "en de projectverenigingen" opgeheven;

2° de paragraaf wordt aangevuld met een 6°, luidend als volgt:

« 6° de oprichtingsakte van de projectverenigingen, evenals hun statutenwijzigingen."

**Art. 28.** Artikel L3133-3 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

"Art.L3133-3. Elke beslissing tot afzetting of ontslag van ambtswege, wordt samen met de verantwoordingsstukken ervan en met het bewijs van de kennisgeving van de beslissing aan belanghebbende, door de gemeentelijke overheid aan de Regering overgemaakt. Wordt het dossier niet in zijn volledigheid overgemaakt, dan kan de beslissing niet worden uitgevoerd.

Het betrokken personeelslid beschikt over dertig dagen, te rekenen van de hem gedane kennisgeving van voornoemde beslissing, om een beroep tot nietigverklaring bij de Regering in te dienen.

Is er geen beroep na afloop van deze termijn, dan beschikt de Regering over dertig dagen om over de nietigverklaring te beslissen.

Als het personeelslid een beroep indient, wordt dit beroep door de administratie aan de gemeentelijke overheid overgemaakt. Ze beschikt over een termijn van vijftien dagen te rekenen van de kennisgeving van het beroep om haar opmerkingen aan de Regering over te maken. Zodra deze bemerkingen in ontvangst zijn genomen, beslist de Regering met inachtneming van de termijnen bepaald in artikel L3122-6. Zijn er geen bemerkingen, dan gaat de termijn die de Regering is opgelegd om zich uit te spreken in na afloop van voornoemde termijn van vijftien dagen."

**Art. 29.** Artikel L3133-3/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 22 juli 2010, wordt opgeheven.

**Art. 30.** In deel III, boek 1, van hetzelfde Wetboek, wordt titel IV "Bijzonder goedkeuringstoezicht op de ééngemeente- en meergemeentenpolitiezones", die de artikelen L3141-1 tot L3143-3 bevatten, opgeheven.

**Art. 31.** In artikel L3161-4, lid 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 13 maart 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 1° wordt vervangen door wat volgt:

"1° voor wat betreft de akten voor de toekenning van overheidsopdrachten:

a. de gunning van overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten met een bedrag hoger dan de bedragen vermeld in onderstaande tabel:

	Open procedure	Bepaalde procedure Mededingingsprocedure met onderhandeling en onderhandelde procedure met voorafgaandelijke oproep tot mededinging Rechtstreekse onderhandelde procedure met bekendmaking en rechtstreekse onderhandelde procedure met voorafgaandelijke oproep tot mededinging	Onderhandelde procedure zonder bekendmaking en onderhandelde procedure zonder voorafgaandelijke oproep tot mededinging
Werken	250.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND	125.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND	62.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND
Leveringen en diensten	200.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND	62.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND	31.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND

b. de wijziging in de voorwaarden van deze overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten die het oorspronkelijke bedrag van de opdracht met minimum 10 % wijzigen;

c. de wijziging in de voorwaarden van die overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, bedoeld onder a), waarvan het samengetelde bedrag van de opeenvolgende wijzigingen minimum 10 % van het oorspronkelijke bedrag van de overheidsopdracht wijzigt.

Het eensluitend advies van het erkende representatieve orgaan wordt gevoegd bij het besluit over de gunning van een overheidsopdracht voor aanneming van werken met betrekking tot werken aan de gebouwen van de eredienst;

d. de oprichting van en de aansluiting bij een aankoopcentrale;

e. de toewijzing, aan een economische deelnemer van een overheidsopdracht voor een lening die al dan niet verband houdt met de uitgifte, de aankoop, de verkoop en de overdracht van effecten of andere financiële instrumenten waarvan het bedrag van de totale bezoldiging van de dienstverlener de 200.000 euro overschrijdt;

f. de gunning van een opdracht tot dienstverlening door de aanbestedende overheid aan een andere aanbestedende overheid of aan een vereniging van aanbestedende overheden, op grond van een exclusief recht waarvan laatstgenoemden genieten krachtens bekendgemaakte wetgevende, reglementaire of administratieve bepalingen;

g. de gunning van een overheidsopdracht, gegund met een rechtspersoon vallend onder het privaatsrecht of het publiek recht in het kader van een in-house-toezicht in de zin van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

h. de gunning van een overheidsopdracht, gesloten met een andere aanbestedende overheid in de vorm van een niet-geïstitutionaliseerde horizontale samenwerking in de zin van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;"

b) punt 2° wordt aangevuld met de woorden "ongeacht de hoedanigheid van de medecontractant";

c) het eerste lid wordt aangevuld met een punt 5° luidend als volgt:

"5° voor wat betreft de akten voor concessies:

a. de gunning van een concessie van diensten of werken;

b. de wijziging in een concessie van diensten of werken."

**Art. 32.** In artikel L3161-8, lid 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 13 maart 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 1° wordt vervangen door wat volgt:

"1° voor wat betreft de akten voor overheidsopdrachten:

a. de gunning van overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten met een bedrag hoger dan de bedragen vermeld in onderstaande tabel:

	Open procedure	Bepaalde procedure Mededingingsprocedure met onderhandeling en onderhandelde procedure met voorafgaandelijke oproep tot mededinging Rechtstreekse onderhandelde procedure met bekendmaking en rechtstreekse onderhandelde procedure met voorafgaandelijke oproep tot mededinging	Onderhandelde procedure zonder bekendmaking en onderhandelde procedure zonder voorafgaandelijke oproep tot mededinging
Werken	250.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND	125.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND	62.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND
Leveringen en diensten	200.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND	62.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND	31.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND



b. de wijziging in de voorwaarden van deze overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten die het oorspronkelijke bedrag van de opdracht met minimum 10 % wijzigen;

c. de wijziging in de voorwaarden van die overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten waarvan het samengetelde bedrag van de opeenvolgende wijzigingen minimum 10 % van het oorspronkelijke bedrag van de overheidsopdracht wijzigt.

Het eensluidend advies van het erkende representatieve orgaan wordt gevoegd bij het besluit over de gunning van een overheidsopdracht voor aanneming van werken met betrekking tot werken aan de gebouwen van de eredienst;

d. de oprichting van en de aansluiting bij een aankoopcentrale;

e. de toewijzing, aan een economische deelnemer van een overheidsopdracht voor een lening die al dan niet verband houdt met de uitgifte, de aankoop, de verkoop en de overdracht van effecten of andere financiële instrumenten waarvan het bedrag van de totale bezoldiging van de dienstverlener de 200.000 euro overschrijdt;

f. de toewijzing van een opdracht tot dienstverlening door de aanbestedende overheid aan een andere aanbestedende overheid of aan een vereniging van aanbestedende overheden, op grond van een exclusief recht waarvan laatstgenoemden genieten krachtens bekendgemaakte wetgevende, reglementaire of administratieve bepalingen;

g. de gunning van een overheidsopdracht, gegund met een rechtspersoon vallend onder het privaatsrecht of het publiek recht in het kader van een in-house-toezicht in de zin van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

h. de toewijzing van een overheidsopdracht, gesloten met een andere aanbestedende overheid in de vorm van een in de zin van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

c) het lid wordt aangevuld met een punt 5° luidend als volgt:

5° voor wat betreft de akten voor concessies:

a. de gunning van een concessie van diensten of werken;

b. de wijziging in een concessie van diensten of werken.”.

**Art. 33.** In artikel L4145-16, § 3, lid 1, van hetzelfde Wetboek worden de woorden “naar de provinciegouverneur” vervangen door de woorden “naar de gewestelijke administratie”.

**Art. 34.** In artikel L4146-1, lid 1, van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “betreffende de verkiezing van de gemeenteraad” worden ingevoegd tussen de woorden “in artikel L4145-16” en de woorden “worden binnen vijf dagen”;

2° het woord “directeur-generaal” wordt vervangen door de woorden “gewestelijke administratie”.

**Art. 35.** In artikel L4146-3, lid 2, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 1 juni 2006, worden de woorden “door het provinciecollege” vervangen door de woorden “door de gouverneur”.

**Art. 36.** In artikel L4146-5 van hetzelfde Wetboek, vervangen door het decreet van 1 juni 2006, worden de woorden “Het provinciecollege” vervangen door de woorden “De gouverneur”.

**Art. 37.** In artikel L4146-6 van hetzelfde Wetboek, vervangen door het decreet van 1 juni 2006, worden de woorden “het provinciecollege” vervangen door de woorden “de gouverneur”.

**Art. 38.** In artikel L4146-8, § 1, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen door het decreet van 1 juni 2006 en gewijzigd bij het decreet van 18 april 2013, worden de woorden “aan de directeur-generaal” vervangen door de woorden “naar de gewestelijke administratie”.

**Art. 39.** Artikel L4146-9 van hetzelfde Wetboek, vervangen door het decreet van 1 juni 2006, wordt vervangen als volgt:

2° de woorden “het provinciecollege” worden vervangen door de woorden “de gouverneur”;

3° het artikel wordt aangevuld met volgende zin:

« Alle dossiers worden door de gewestelijke administratie behandeld. ».

**Art. 40.** Artikel L4146-10 van hetzelfde Wetboek, vervangen door het decreet van 1 juni 2006, wordt vervangen als volgt:

“Art. L4146-10. De uiteenzetting van de zaak en de uitspraak van de beslissing geschieden in openbare vergadering. Op straffe van nietigheid wordt de beslissing gemotiveerd. ».

**Art. 41.** In artikel L4146-12, § 1, van hetzelfde Wetboek, vervangen door het decreet van 1 juni 2006, worden de woorden “Het provinciecollege” vervangen door de woorden “De gouverneur”.

**Art. 42.** Artikel L4146-13 van hetzelfde Wetboek, vervangen door het decreet van 1 juni 2006 en gewijzigd bij het decreet van 21 juni 2016, wordt gewijzigd als volgt:

1° de woorden “het provinciecollege” worden vervangen door de woorden “de gouverneur”;

2° de woorden “door de directeur-generaal” worden vervangen door de woorden “door de gewestelijke administratie”;

3° een tweede lid luidende als volgt wordt toegevoegd: « Daarnaast wordt de beslissing bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.”.

**Art. 43.** In artikel L4146-14 van hetzelfde Wetboek, vervangen door het decreet van 1 juni 2006, worden de woorden “het provinciecollege” vervangen door de woorden “de gouverneur”.

**Art. 44.** Artikel L4146-15 van hetzelfde Wetboek, vervangen door het decreet van 1 juni 2006 en gewijzigd bij het decreet van 18 april 2013, wordt gewijzigd als volgt:

1° in lid 1 worden de woorden « het provinciecollege » telkens vervangen door de woorden “de gouverneur”;

2° in lid 1 worden de woorden “van de betreffende gemeente” vervangen door de woorden “van de gemeente Komen-Waasten”;

3° het tweede lid wordt vervangen als volgt: “Het arrest van de Raad van State wordt door toedoen van de gewestelijke administratie onmiddellijk ter kennis gebracht van de gemeente- of sectorraad, naargelang het geval.”.

**Art. 45.** De akten, aangenomen voor de inwerkingtreding van dit decreet, worden onderworpen aan de toezichtsregels die op het ogenblik van aanneming ervan van kracht waren.

**Art. 46.** Elke bevoegdheidsdelegatie inzake overheidsopdrachten of concessies van diensten of werken van de gemeenteraad aan het gemeentecollege, aan de directeur-generaal of aan een ambtenaar en van de provincieraad aan het provinciecollege, aan de directeur-generaal of aan een ambtenaar, die lopende was dag voorafgaand aan de inwerkingtreding van de artikelen 1 tot 14 van dit decreet, wordt van rechtswege beëindigd de laatste dag van de vierde maand volgend op de installatie van de gemeenteraad of de provincieraad volgend op de verkiezingen van 14 oktober 2018.

**Art. 47.** Dit decreet treedt in werking tien dagen na bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 48.** In afwijking van artikel 47 treden de artikelen 1 tot 14, 23b) en 23e), 24b) en 24e), 31a) en 31c), 32a) en 32b) in werking op 1 februari 2019 en de artikelen 33 tot 44 treden in werking op 14 oktober 2018.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 4 oktober 2018.

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken  
en Administratieve Vereenvoudiging,

A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,  
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme,  
Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuur,

V. DE BUE

Nota

(1) Zitting 2018-2019.

Stukken van het Waals Parlement, 1164 (2018-2019) Nrs. 1 tot 5.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 3 oktober 2018.

Bespreking.

Stemming.

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

### BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2018/14200]

**27 SEPTEMBER 2018.** — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 25 januari 2018 betreffende het instellen van een lage-emissiezone

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing, artikelen 3.2.16 en 3.2.17 ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 25 januari 2018 betreffende het instellen van een lage-emissiezone;

Gelet op het advies van de Raad voor het Leefmilieu van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gegeven op 13 juni 2018 ;

Gelet op het advies van de Economische en Sociale Raad van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gegeven op 21 juni 2018 ;

Gelet op de gendertest zoals bedoeld in artikel 3, 2° van de ordonnantie van 29 maart 2012 houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, uitgevoerd op 9 april 2018 ;

Gelet op de adviesaanvraag binnen 30 dagen, die op 20 juli 2018 bij de Raad van State is ingediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Overwegende dat het advies niet is meegedeeld binnen die termijn ;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Op voordracht van de Minister van Leefmilieu ;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 25 januari 2018 betreffende het instellen van een lage-emissiezone worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1°: 12° wordt opgeheven ;

### REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2018/14200]

**27 SEPTEMBRE 2018.** — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 janvier 2018 relatif à la création d'une zone de basses émissions

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu le Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la Maîtrise de l'Energie, les articles 3.2.16 et 3.2.17 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 janvier 2018 relatif à la création d'une zone de basses émissions ;

Vu l'avis du Conseil de l'environnement de la Région de Bruxelles-Capitale donné le 13 juin 2018 ;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale donné le 21 juin 2018 ;

Vu le test genre visé à l'article 3, 2°, de l'ordonnance du 29 mars 2012 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles Capitale, réalisé le 9 avril 2018 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 20 juli 2018, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Environnement ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 janvier 2018 relatif à la création d'une zone de basses émissions, les modifications suivantes sont apportées :

1° : 12° est abrogé ;